

PAGESJAUNES GROUPE



Informations financières consolidées au 31 décembre 2012

Conseil d'administration du 12 février 2013

PagesJaunes Groupe

Société anonyme à Conseil d'administration au capital de 56 196 950,80 euros

Siège social : 7 avenue de la Cristallerie - 92317 Sèvres Cedex

R.C.S. Nanterre 552 028 425

SOMMAIRE

1. Rapport annuel d'activité au 31 décembre 2012	3
1.1. Présentation générale	3
1.2. Commentaires sur les résultats annuels 2012	4
1.2.1. Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Internet	6
1.2.2. Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Annuaire imprimés	6
1.2.3. Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Autres activités	7
1.2.4. Analyse du résultat d'exploitation consolidé	7
1.2.4.1. Participation des salariés et rémunération en actions	8
1.2.4.2. Dotations aux amortissements	8
1.2.4.3. Résultat d'exploitation	8
1.2.5. Analyse du résultat de la période	8
1.2.5.1. Résultat financier	9
1.2.5.2. Impôt sur les sociétés	10
1.2.5.3. Résultat de la période	10
1.3. Liquidités, ressources en capital et dépenses d'investissement consolidées	11
1.4. Engagements hors-bilan, litiges et parties liées	13
1.5. Risques et incertitudes relatifs à l'année 2013	13
1.6. Événements postérieurs à la clôture du 31 décembre 2012	14
1.7. Recherche et développement	14
2. Comptes consolidés	15
Etat du résultat consolidé	15
Etat du résultat global	16
Etat de situation financière	17
Etat de variation des capitaux propres consolidés	18
Etat des flux de trésorerie	19
Note 1 – Informations relatives au Groupe	20
Note 2 - Contexte de la publication et base de préparation des informations financières 2012	20
Note 3 - Principes comptables et changements d'estimation	23
3.1 - Positions comptables retenues par le Groupe, en application des paragraphes 10 à 12 d'IAS 8	23
3.2 - Consolidation	24
3.3 - Opérations en devises	24
3.4 - Présentation des états financiers	25
3.5 - Chiffre d'affaires	25
3.6 - Frais de publicité et assimilés	26
3.7 - Résultat par action	26
3.8 - Ecarts d'acquisition	26
3.9 - Autres immobilisations incorporelles	27
3.10 - Immobilisations corporelles	28
3.11 - Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé	28
3.12 - Actifs et passifs financiers	29
3.12.1 - Evaluation et comptabilisation des actifs financiers	29
3.12.2 - Evaluation et comptabilisation des passifs financiers	30
3.12.3 - Evaluation et comptabilisation des instruments dérivés	30
3.13 - Stocks	31
3.14 - Impôts différés	31
3.15 - Provisions	32
3.16 - Engagements de retraites et avantages similaires	33
3.16.1 - Avantages postérieurs à l'emploi	33
3.16.2 - Autres avantages à long terme	33
3.16.3 - Indemnités de rupture de contrat de travail	33
3.17 - Rémunération en actions	33
3.18 - Actions propres	34
Note 4 - Information sectorielle	34
4.1 - Par secteur d'activité	36

4.2 - Par zone géographique	36
Note 5 - Variation du périmètre de consolidation	37
Note 6 - Charges de personnel	38
Note 7 - Autres produits et charges d'exploitation	38
Note 8 - Résultat financier	39
Note 9 - Impôt sur les sociétés	40
9.1 - Preuve d'impôt groupe	40
9.2 - Impôt au bilan	41
Note 10 - Résultat par action	42
Note 11 - Ecart d'acquisition des sociétés intégrées.....	42
Note 12 - Autres immobilisations incorporelles	43
Note 13 - Immobilisations corporelles	44
Note 14 - Autres actifs disponibles à la vente.....	44
Note 15 - Autres actifs financiers non courants	44
Note 16 - Instruments financiers dérivés	45
Note 17 - Stocks nets	45
Note 18 - Créances clients.....	46
Note 19 – Coût d'acquisition de contrats	46
Note 20 - Autres actifs courants	47
Note 21 - Variations des provisions pour dépréciation des actifs	47
Note 22 - Capitaux propres.....	48
22.1 - Capital social.....	48
22.2 - Autres réserves et autres éléments du résultat global.....	48
22.3 - Actions propres	48
22.4 - Dividendes	49
Note 23 - Dettes fournisseurs	49
Note 24 - Avantages du personnel, provisions et autres passifs.....	49
Note 25 - Stock options et actions gratuites.....	53
25.1 - Stock options	53
25.1.1 - Description des plans.....	53
25.1.2 - Description des modèles d'évaluation	53
25.1.3 - Evolution des plans de stock options sur l'exercice	54
25.2 - Attribution gratuite d'actions	55
25.2.1 - Description des plans.....	55
25.2.2 - Description des modèles d'évaluation	55
25.3 - Charge relative aux plans de stock options et aux attributions gratuites d'actions	56
Note 26 - Trésorerie et équivalents de trésorerie, endettement financier net.....	56
Note 27 - Produits constatés d'avance.....	58
Note 28 – Instruments financiers	59
28.1 - Instruments financiers inscrits au bilan.....	59
28.2 - Effet en résultat des instruments financiers.....	60
Note 29 - Objectifs politiques de gestion des risques financiers, gestion du capital	60
Note 30 - Informations sur les parties liées.....	62
30.1 - Rémunération des membres du Comité de direction et du Conseil d'administration	62
30.2 - Transactions avec les parties liées.....	63
Note 31 - Obligations contractuelles et engagements hors bilan	64
Note 32 - Litiges	66
Note 33 - Honoraires des commissaires aux comptes.....	67
Note 34 - Périmètre de consolidation	68
Note 35 - Evénements postérieurs à la clôture	69

1. Rapport annuel d'activité au 31 décembre 2012

1.1. Présentation générale

Le Groupe a comme cœur de métier la mise à disposition d'information locale, principalement en France, au travers de l'édition d'annuaires en ligne et imprimés, ainsi que la publication de contenus éditoriaux facilitant la recherche et le choix des utilisateurs. Au travers de ses filiales, le Groupe PagesJaunes exerce 3 métiers complémentaires : éditeur de contenus et services, média, et régie publicitaire. Son offre est constituée d'une gamme diversifiée de produits et de services associée à ces activités, à destination du grand public et des professionnels.

Le modèle économique du Groupe repose sur celui des médias : proposer des contenus de qualité générant de l'audience, monétiser cette audience, globale ou par segments, auprès des professionnels.

Les activités du Groupe se décomposent en trois segments :

- Internet :

Il s'agit des activités exercées au travers d'Internet, dont les produits principaux sont la création et la commercialisation de contenus et d'espaces publicitaires, le référencement, la publicité ciblée et la mise à disposition d'espaces publicitaires aux annonceurs locaux et nationaux (activité souvent appelée « display »), ainsi que toute une gamme de services et produits permettant la mise à disposition et la diffusion d'information à contenu local. L'activité Internet du Groupe est principalement réalisée en France, mais aussi en Espagne (ODQ Media), au Luxembourg (Editus, jusqu'en septembre 2012) et sur 12 pays au travers de l'entité Yelster Digital (anciennement 123people).

Dans ce segment sont regroupées les activités d'annuaires en ligne de « pagesjaunes.fr » et « pagespro.com », la création et commercialisation de contenus et espaces publicitaires de type « search » et « display », notamment au travers de la régie publicitaire Internet Horizon Média, ainsi que les petites annonces en ligne « annoncesjaunes.fr » et « avendre louer.fr ».

Le Groupe est l'un des principaux acteurs européens pour la fabrication et hébergement de sites, et propose à ses clients des solutions d'optimisation et de visibilité sur le web de type « SEO » (référencement naturel) ou « SEM » (référencement payant).

Ce segment inclut les services d'itinéraires, de géo-localisation et de réservations en ligne des marques Mappy et UrbanDive, et les offres promotionnelles « couponing » avec 123deal, et la promotion digitale

La recherche de personnes et de profils en ligne avec 123people, la demande de devis en ligne et la mise en relation des acteurs de l'industrie du BTP avec Sotravo (anciennement Keltravo), le site de contenu thématique ComprendreChoisir.com édité par Fine Media, et les offres de marketing direct reposant sur l'envoi de courriers électroniques (« emailing ») sont également intégrées dans ce segment.

- Annuaires imprimés :

Il s'agit de l'activité historique du Groupe, relative à l'édition, la distribution et la vente d'espaces publicitaires dans les annuaires imprimés (PagesJaunes, *l'Annuaire*, annuaires ODQ Media en Espagne, et Editus au Luxembourg jusqu'en septembre 2012).

- Autres Activités :

Il s'agit d'une part d'activités spécifiques de PagesJaunes : services de renseignements par téléphone et par SMS (118 008), Minitel, et l'annuaire inversé QuiDonc. Ce segment inclut également certaines activités de PJMS (anciennement PagesJaunes Marketing Services) : télémarketing, datamining (traitement de bases de données), génération de fichiers, traitements de prospects et activités de marketing direct traditionnel (saisie et affranchissements).

1.2. Commentaires sur les résultats annuels 2012

Groupe PagesJaunes	Périodes closes le 31 décembre		
	2012	2011*	Variation 2012/2011
En millions d'euros			
Chiffre d'affaires	1 066,2	1 101,6	-3,2%
Achats externes	(227,1)	(255,7)	11,2%
Autres produits opérationnels	8,2	3,9	110,3%
Autres charges opérationnelles	(11,7)	(11,5)	-1,7%
Salaires et charges sociales	(371,1)	(350,4)	-5,9%
Marge brute opérationnelle	464,5	487,9	-4,8%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>43,6%</i>	<i>44,3%</i>	
Participation des salariés	(14,7)	(14,1)	-4,3%
Rémunération en actions	(2,3)	(1,9)	-21,1%
Dotations aux amortissements	(36,7)	(25,4)	-44,5%
Autres produits et charges d'exploitation	(2,8)	(2,8)	0,0%
Résultat d'exploitation	408,0	443,7	-8,0%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>38,3%</i>	<i>40,3%</i>	
Produits financiers	4,6	2,9	58,6%
Charges financières	(140,6)	(129,0)	-9,0%
Résultat financier	(136,1)	(126,2)	-7,8%
Quote-part de résultat des entreprises associées	(0,9)	(0,2)	-350,0%
Résultat avant impôt	271,0	317,4	-14,6%
Impôt sur les sociétés	(112,4)	(125,8)	10,7%
Résultat de la période	158,5	191,6	-17,3%
dont attribuable aux :			
- actionnaires de PagesJaunes Groupe	158,6	191,6	-17,2%
- intérêts minoritaires	(0,1)	0,0	

* Retraité de la non-activation de la rémunération fixe de la force de vente et de l'application anticipée de la norme IAS 19R

Hors 123people, le nombre de visites de l'ensemble des sites Internet du Groupe s'élève à 1684,7 millions en 2012, en hausse de 7,1% par rapport à 2011, à périmètre comparable avec un nombre de visites sur Internet mobile en hausse de 83,4%.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe PagesJaunes s'élève à 1066,2 millions d'euros en 2012, en baisse de 3,2% par rapport à 2011. Le repli du chiffre d'affaires des annuaires imprimés, en baisse

de 15,1% par rapport à 2011, est partiellement compensé par la croissance des activités Internet, en hausse de 8,3% par rapport à 2011 à 622,7 millions d'euros. Les revenus Internet représentent ainsi 58,4% du chiffre d'affaires du Groupe en 2012 contre 52,2% en 2011.

Les achats externes s'élèvent à 227,1 millions d'euros en 2012, en baisse de 11,2% par rapport au à 2011. Cette baisse résulte principalement des économies réalisées sur les coûts de papier, impression et distribution (en baisse de 18%), ainsi que de la réduction de dépenses de marketing et technologie.

Les salaires et charges sociales s'élèvent à 371,1 millions d'euros, en hausse de 5,9% par rapport à 2011. Cette hausse s'explique par la poursuite des investissements commerciaux en 2012.

Le total des autres produits et charges opérationnels représente une charge 3,5 millions d'euros en 2012, en baisse de 53% par rapport à 2011. Cette baisse s'explique principalement par les montants supérieurs de Crédit Impôt Recherche comptabilisés en 2012.

La marge brute opérationnelle du Groupe s'élève à 464,5 millions d'euros en 2012, en baisse de 4,8% par rapport à 2011. Le taux de marge brute opérationnelle reste élevé à 43,6% en 2012 contre 44,3% en 2011, sa baisse résulte principalement des investissements commerciaux.

Le résultat d'exploitation du Groupe est en baisse de 8,0% par rapport à 2011 à 408,0 millions d'euros. La baisse du résultat d'exploitation résulte essentiellement de la baisse de la marge brute opérationnelle, ainsi que de l'augmentation des dotations aux amortissements, pour 11,3 millions d'euros, du fait de l'accroissement des investissements Internet depuis 2010.

Le résultat financier du Groupe représente une charge nette de 136,1 millions d'euros en hausse de 7,8% entre 2011 et 2012. Le taux d'intérêt moyen de la dette a diminué en passant de 5,77% en 2011 à 5,40% en 2012, soit une baisse de 37 points de base principalement liée au tirage du RCF, dont la marge est inférieure à la marge moyenne. La baisse des taux Euribor a permis de compenser le renchérissement du coût de la dette suite aux opérations de refinancement menées en 2011. Hors tirage RCF et avant prise en compte des nouvelles conditions issues de refinancement finalisé le 27 novembre 2012, le coût de la dette s'établit à 5,80% en 2012, stable par rapport à 2011.

Le résultat de la période s'élève à 158,5 millions d'euros, en baisse de 17,3% par rapport à 2011.

Les développements qui suivent présentent le chiffre d'affaires et la marge brute opérationnelle, pour chacun des trois segments du Groupe : Internet, Annuaires imprimés et Autres activités.

En millions d'euros	Périodes closes le 31 décembre		
	2012	2011*	Variation 2012/2011
Internet	622,7	575,0	8,3%
Annuaires imprimés	416,6	490,7	-15,1%
Autres activités	26,9	35,9	-25,1%
Chiffre d'affaires	1 066,2	1 101,6	-3,2%
<i>Chiffre d'affaires Internet en % du chiffre d'affaires</i>	<i>58,4%</i>	<i>52,2%</i>	
Internet	269,6	254,8	5,8%
Annuaires imprimés	184,8	222,1	-16,8%
Autres activités	10,1	11,0	-8,2%
Marge brute opérationnelle	464,5	487,9	-4,8%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>43,6%</i>	<i>44,3%</i>	

* Retraité de la non-activation de la rémunération fixe de la force de vente et de l'application anticipée de la norme IAS 19R

1.2.1. Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Internet

Le tableau suivant présente l'évolution du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Internet pour les exercices 2011 et 2012 :

Internet	Périodes closes le 31 décembre		
	2012	2011*	Variation 2012/2011
En millions d'euros			
Chiffre d'affaires	622,7	575,0	8,3%
Marge brute opérationnelle	269,6	254,8	5,8%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>43,3%</i>	<i>44,3%</i>	

* Retraité de la non-activation de la rémunération fixe de la force de vente et de l'application anticipée de la norme IAS 19R

Le chiffre d'affaires du segment Internet croît de 8,3% en 2012 à 622,7 millions d'euros. Cette croissance soutenue a été tirée par les activités Search, portées par le mobile, l'activité Display en France, et la vente de Sites.

La marge brute opérationnelle du segment Internet s'élève à 269,6 millions d'euros en 2012, en hausse de 5,8% par rapport à 2011. Le taux de marge brute opérationnelle passe de 44,3% en 2011 à 43,3% en 2012, principalement en raison de la poursuite des investissements commerciaux, partiellement compensée par la réduction de dépenses de marketing, communication Internet et technologie.

1.2.2. Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Annuaire imprimés

Le tableau suivant présente l'évolution du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Annuaire imprimés pour les exercices 2011 et 2012 :

Annuaire imprimés	Périodes closes le 31 décembre		
	2012	2011*	Variation 2012/2011
En millions d'euros			
Chiffre d'affaires	416,6	490,7	-15,1%
Marge brute opérationnelle	184,8	222,1	-16,8%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>44,4%</i>	<i>45,3%</i>	

* Retraité de la non-activation de la rémunération fixe de la force de vente et de l'application anticipée de la norme IAS 19R

Le chiffre d'affaires du segment Annuaire imprimés est en baisse de 15,1% en 2012 à 416,6 millions d'euros, principalement lié à une baisse plus prononcée des revenus sur l'ensemble des départements prospectés en 2012. A noter, l'arrêt des PagesBlanches dans 8 départements en 2012 (Alpes-Maritimes, Yvelines, Essonne, Val-d'Oise, Bouches-du-Rhône, Rhône, Seine-et-Marne et Saint-Pierre et Miquelon). Ces départements représentaient 3,5 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2011 soit une baisse de 0,7% du chiffre d'affaires des Annuaire imprimés en 2012 par rapport à 2011.

La marge brute opérationnelle du segment Annuaire imprimés s'élève à 184,8 millions d'euros en 2012, en baisse de 16,8% par rapport 2011. Le taux de marge brute opérationnelle s'élève à 44,4%

en 2012, en baisse de 0,9 point par rapport à 2011. La poursuite de la réduction des coûts de fabrication et distribution des annuaires, conjuguée à l'arrêt des PagesBlanches dans 8 départements, a permis de compenser partiellement l'investissement commercial en France, et ce malgré une baisse plus prononcée du chiffre d'affaires en 2012. Les coûts de papier, impression et portage sont en baisse de 18% sur 2012, à comparer à une baisse du chiffre d'affaires du segment Annuaires imprimés de 15,1% sur la même période.

1.2.3. Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Autres activités

Le tableau suivant présente l'évolution du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment Autres activités pour les exercices 2011 et 2012 :

Autres activités	Périodes closes le 31 décembre		
	2012	2011*	Variation 2012/2011
En millions d'euros			
Chiffre d'affaires	26,9	35,9	-25,1%
Marge brute opérationnelle	10,1	11,0	-8,2%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>37,5%</i>	<i>30,6%</i>	

* Retraité de la non-activation de la rémunération fixe de la force de vente et de l'application anticipée de la norme IAS 19R

Le chiffre d'affaires du segment Autres activités est en baisse de 25,1% en 2012 à 26,9 millions d'euros. Cette évolution s'explique par la forte baisse des revenus liés aux services de renseignement téléphonique, aussi bien des revenus publicitaires issus des annonceurs que des revenus des appels issus des utilisateurs de ce service.

La marge brute opérationnelle du segment Autres activités s'élève à 10,1 millions d'euros en 2012, en baisse de 8,2% par rapport à 2011. Le taux de marge brute opérationnelle passe de 30,6% en 2011 à 37,5% en 2012. L'impact de la baisse du chiffre d'affaires sur la marge est compensé par l'arrêt des dépenses publicitaires visant à promouvoir les services de renseignement téléphonique (118 008) et des économies sur le traitement des appels et la baisse du poids des affranchissements de courrier.

1.2.4. Analyse du résultat d'exploitation consolidé

Le tableau suivant présente le résultat d'exploitation consolidé du Groupe pour les exercices 2011 et 2012 :

Groupe PagesJaunes	Périodes closes le 31 décembre		
	2012	2011*	Variation 2012/2011
En millions d'euros			
Marge brute opérationnelle	464,5	487,9	-4,8%
Participation des salariés	(14,7)	(14,1)	-4,3%
Rémunération en actions	(2,3)	(1,9)	-21,1%
Dotations aux amortissements	(36,7)	(25,4)	-44,5%
Autres produits et charges d'exploitation	(2,8)	(2,8)	0,0%
Résultat d'exploitation	408,0	443,7	-8,0%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	<i>38,3%</i>	<i>40,3%</i>	

* Retraité de la non-activation de la rémunération fixe de la force de vente et de l'application anticipée de la norme IAS 19R

1.2.4.1. Participation des salariés et rémunération en actions

La participation des salariés du Groupe s'élève à 14,7 millions d'euros en 2012, en hausse de 4,3% par rapport à 2011. Cette hausse s'explique par le passage du forfait social de 8% à 20% dont l'effet est partiellement compensé par la baisse de la participation elle-même.

La charge de rémunération en actions du Groupe s'élève à 2,3 millions d'euros en 2012 contre 1,9 million d'euros en 2011. La charge 2011 résultait des plans de stock options mis en place en 2009 et 2010 ainsi que des attributions gratuites d'actions effectuées en octobre et en décembre 2011, celle de 2012 résulte des mêmes plans ainsi que des attributions gratuites d'actions effectuées en décembre 2012. Cette ligne de charge inclut la cotisation patronale passée à 30% en 2012.

1.2.4.2. Dotations aux amortissements

Les dotations aux amortissements du Groupe s'élèvent à 36,7 millions d'euros en 2012 contre 25,4 millions d'euros en 2011, soit une hausse de 44,5%. Cette hausse reflète le renforcement des investissements réalisés par le Groupe pour soutenir sa transformation numérique, notamment dans le cadre de lancements de nouveaux produits et services à destination des clients, et l'enrichissement des fonctionnalités des sites Internet fixe et mobile du Groupe.

1.2.4.3. Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation du Groupe 2012 ressort à 408,0 millions d'euros, en baisse de 8,0% par rapport à 2011. Le taux de marge d'exploitation du Groupe par rapport au chiffre d'affaires passe de 40,3% en 2011 à 38,3% en 2012.

1.2.5. Analyse du résultat de la période

Le tableau suivant présente le résultat de la période du Groupe pour les exercices 2011 et 2012 :

Groupe PagesJaunes

En millions d'euros	Périodes closes le 31 décembre		
	2012	2011*	Variation 2012/2011
Résultat d'exploitation	408,0	443,7	-8,0%
Produits financiers	4,6	2,9	58,6%
Charges financières	(140,6)	(129,0)	-9,0%
Gain (perte) de change	-	-	-
Résultat financier	(136,1)	(126,2)	-7,8%
Quote-part de résultat des entreprises associées	(0,9)	(0,2)	-350,0%
Résultat courant avant impôt	271,0	317,4	-14,6%
Impôt sur les sociétés	(112,4)	(125,8)	10,7%
Résultat de la période	158,5	191,6	-17,3%
dont attribuable aux :			
- actionnaires de PagesJaunes Groupe	158,6	191,6	-17,2%
- intérêts minoritaires	(0,1)	0,0	

* Retraité de la non-activation de la rémunération fixe de la force de vente et de l'application anticipée de la norme IAS 19R

1.2.5.1. Résultat financier

Le résultat financier du Groupe représente une charge nette de 136,1 millions d'euros en 2012 contre 126,2 millions d'euros en 2011 soit une hausse de 7,8%. Le résultat financier est essentiellement composé de la charge d'intérêts relative à l'emprunt bancaire, d'un montant de 1 368,0 millions d'euros au 31 décembre 2012 (1 600,0 millions d'euros au 31 décembre 2011), et à l'emprunt obligataire émis en 2011 pour un montant de 350,0 millions d'euros. Par ailleurs, le tirage de la ligne de crédit revolving impacte également ce poste sur la majeure partie de l'année 2012.

Fin 2011, l'emprunt bancaire était intégralement couvert contre la variation des taux d'intérêt par un portefeuille de swaps de taux et de collars venant à échéance en décembre 2011. Fin 2012, cet emprunt est couvert à hauteur d'environ 88% par des swaps jusqu'en novembre 2013 et entre 63% et 70% par des swaps forward pour la période novembre 2013 - septembre 2015.

La charge d'intérêts totale, effet des instruments de couverture de taux inclus, s'élève à 120,2 millions d'euros en 2012 contre 113,0 millions d'euros en 2011. Le taux d'intérêt moyen de la dette est passé de 5,77% en 2011 à 5,40% en 2012 (5,80% hors impact du tirage du RCF en janvier 2012 et partiellement remboursé en novembre 2012), soit une baisse de 37 points de base principalement liée au tirage du RCF, dont la marge est inférieure à la marge moyenne. La baisse des taux a permis de partiellement compenser le renchérissement du coût de la dette suite aux opérations de refinancement menées en 2011. L'effet du refinancement finalisé le 27 novembre 2012 n'a qu'un impact limité sur la charge d'intérêts 2012.

Le résultat financier comprend également, l'amortissement des frais d'émission d'emprunts pour un montant de 13,5 millions d'euros en 2012 contre 12,9 millions d'euros en 2011. Cette hausse s'explique par un effet année pleine de l'amortissement des frais engagés dans le cadre des opérations de refinancement menées à la fin du 1^{er} semestre 2011. Les renégociations de la dette menées en 2011 et en 2012 ont engendré l'extinction d'une partie de la dette bancaire et ont conduit à la constatation d'un amortissement accéléré au cours des deux exercices.

Les produits de placement ont représenté 4,1 millions d'euros en 2012 contre 1,5 million d'euros en 2011. La variation de la juste valeur des instruments de couverture (part constatée au compte de résultat) a représenté une charge non cash de 3,6 millions d'euros en 2012 contre un produit de 1,2 million d'euros en 2011.

1.2.5.2. Impôt sur les sociétés

En 2012, le Groupe a constaté une charge d'impôt sur les sociétés de 112,4 millions d'euros, en baisse de 10,7% par rapport à 2011. Le taux d'imposition apparent est de 41,34% en 2012 contre 39,6% en 2011. Cette évolution s'explique principalement par l'instauration du plafonnement à 85% de la déductibilité des intérêts financiers.

1.2.5.3. Résultat de la période

Le résultat de la période du Groupe s'élève à 158,5 millions d'euros en 2012 contre 191,6 millions d'euros en 2011, soit une baisse de 17,3% entre les deux périodes.

1.3. Liquidités, ressources en capital et dépenses d'investissement consolidées

Le tableau suivant présente l'évolution de la trésorerie du Groupe consolidé pour les exercices clos au 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2012 :

Groupe PagesJaunes	Période close le 31 décembre	
	2012	2011
En millions d'euros		
Intérêts courus non échus	0,0	0,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	111,5	82,7
Trésorerie brute	111,5	82,7
Découverts bancaires	(19,6)	(4,6)
Trésorerie nette	91,9	78,1
Emprunt bancaire	1 368,2	1 600,2
Emprunt obligataire	350,0	350,0
Ligne de crédit revolving	75,8	-
Frais d'émission d'emprunts	(37,6)	(33,4)
Dettes de crédit-bail	0,1	0,1
Dettes sur instruments de couverture	-	-
Juste valeur des instruments de couverture	54,6	56,4
Intérêts courus non échus	16,7	7,4
Compléments de prix	4,9	9,9
Autres dettes financières	0,8	2,2
Endettement financier brut	1 833,6	1 992,8
<i>dont courant</i>	<i>(147,0)</i>	<i>(11,3)</i>
<i>dont non courant</i>	<i>(1 686,6)</i>	<i>(1 981,5)</i>
Endettement net	1 741,7	1 914,7
Endettement net, hors juste valeur des instruments de couverture de taux et hors frais d'émission d'emprunts	1 724,7	1 891,7

La dette nette du Groupe s'élève à 1 741,7 millions d'euros au 31 décembre 2012 contre 1 914,7 millions d'euros au 31 décembre 2011.

Au 31 décembre 2012, elle est principalement composée :

- d'un emprunt bancaire, d'un montant total de 1 368,0 millions d'euros, composé de 3 tranches :
 - Tranche A1 d'un montant de 49,6 millions d'euros à échéance novembre 2013,
 - Tranche A3 d'un montant de 962,0 millions d'euros dont 7,5 millions d'euros à échéance septembre 2013, 30,0 millions d'euros à échéance 2014 et le solde, soit 924,5 millions d'euros à échéance 2015,
 - Tranche A5 d'un montant de 356,4 millions d'euros dont 13,6 millions d'euros à échéance septembre 2013, 54,3 millions d'euros à échéance 2014 et le solde, soit 288,5 millions d'euros à échéance 2015.

- de la juste valeur des instruments de couverture qui représente une dette de 54,6 millions d'euros au 31 décembre 2012. Depuis fin 2012, la dette bancaire est couverte à hauteur d'environ 88% par des swaps jusqu'en novembre 2013 et entre 63% et 70% (en tenant compte des remboursements prévus) par des swaps forward pour la période novembre 2013 - septembre 2015.
- d'une ligne de crédit revolving d'un montant total de 95,8 millions d'euros dont 24,8 millions d'euros à échéance 2013, 11,2 millions d'euros à échéance 2014 et le solde, soit 59,8 millions d'euros à échéance 2015. Au 31 décembre 2012, elle a été tirée à hauteur de 75,8 millions d'euros.
- d'un emprunt obligataire, d'un montant total de 350,0 millions d'euros, à taux fixe 8,875%, remboursable en juin 2018.
- d'une trésorerie nette de 91,9 millions d'euros.

Hors juste valeur des instruments de couverture de taux, qui constitue un passif de 54,6 millions d'euros au 31 décembre 2012 contre un passif de 56,4 millions d'euros au 31 décembre 2011, et hors frais d'émission d'emprunts, soit 37,6 millions d'euros au 31 décembre 2012 contre 33,4 millions d'euros au 31 décembre 2011, la dette nette s'élève à 1 724,7 millions d'euros au 31 décembre 2012 contre 1 891,7 millions d'euros au 31 décembre 2011.

Le tableau suivant présente les flux de trésorerie du Groupe consolidé pour les exercices clos au 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2012 :

Groupe PagesJaunes	Périodes closes le 31 décembre		
	2012	2011	Variation 2012/2011
En millions d'euros			
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	226,5	240,4	(13,9)
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement	(40,2)	(69,0)	28,7
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations de financement	(172,4)	(196,8)	24,4
Incidence des variations des taux de change sur les disponibilités	0,0	(0,0)	0,0
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie	13,8	(25,4)	39,2
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à l'ouverture	78,1	103,5	(25,4)
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie fin de période	91,9	78,1	13,8

La trésorerie nette et équivalents de trésorerie s'élèvent à 91,9 millions d'euros au 31 décembre 2012 contre 78,1 millions d'euros au 31 décembre 2011.

Les flux nets de trésorerie générés par l'activité s'élèvent à 226,5 millions d'euros en 2012 contre 240,4 millions d'euros en 2011, soit une baisse de 13,9 millions d'euros avec principalement :

- une marge brute opérationnelle de 464,5 millions d'euros en 2012, en baisse de 23,4 millions d'euros par rapport à 2011,
- une neutralisation des éléments non monétaires inclus dans la MBO pour 0,4 million d'euros en 2012 contre 1,8 million d'euros en 2011,
- une augmentation du besoin en fonds de roulement de 6,0 millions d'euros en 2012, stable

par rapport à 2011,

- un décaissement net en 2012 de 107,2 millions d'euros au titre des intérêts financiers nets contre 109,2 millions d'euros en 2011,
- un décaissement de 107,5 millions d'euros au titre de l'impôt sur les sociétés en 2012 contre 117,9 millions d'euros en 2011, baisse liée à la réduction du résultat avant impôt partiellement compensée par un durcissement de la fiscalité (plafonnement de déductibilité des intérêts financiers, taxe additionnelle de 5%).

Les flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement représentent un décaissement de 40,2 millions d'euros en 2012 contre 69,0 millions d'euros en 2011, soit une baisse de 28,7 millions d'euros avec principalement :

- 42,6 millions d'euros au titre des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles en 2012 contre 44,2 millions d'euros en 2011, reflétant un maintien important des investissements effectués dans le cadre des lancements de nouveaux produits et services à destination des clients, et de l'enrichissement des fonctionnalités des sites Internet fixe et mobile du Groupe,
- un encaissement net de 8,8 millions d'euros en 2012 relatif au produit de cession d'actifs financiers, nets de trésorerie cédée, lié à la cession partielle des titres d'Editus et à l'acquisition de titres de participation, nettes de trésoreries acquises de Chronoresto, contre un décaissement net 19,6 millions d'euros en 2011 (dont A Vendre A Louer, ClicRDV, Fine Media).

Les flux nets de trésorerie affectés aux opérations de financement s'élèvent à 172,4 millions d'euros en 2012 contre 196,8 millions d'euros en 2011, soit une baisse de 24,4 millions d'euros avec principalement :

- 162,7 millions d'euros au titre des dividendes versés en 2011, aucun versement en 2012 au titre de 2011,
- une diminution de 172,2 millions d'euros des dettes financières en 2012 (incluant un remboursement de l'emprunt bancaire pour 288,4 millions d'euros, un tirage net sur le RCF pour 132,3 millions d'euros et un décaissement de 14,6 millions d'euros au titre d'une partie des frais liés au refinancement) contre une diminution de 26,0 millions d'euros en 2011 (incluant un décaissement de 24,8 millions d'euros au titre des frais liés au refinancement),
- des décaissements sur les actions propres pour 0,2 million d'euros en 2012 contre des décaissements de 8,1 millions d'euros en 2011.

1.4. Engagements hors-bilan, litiges et parties liées

Se référer aux notes 30 à 32 des comptes consolidés.

1.5. Risques et incertitudes relatifs à l'année 2013

Les principaux risques et incertitudes identifiés par le Groupe concernent :

- Les activités opérationnelles et la stratégie du groupe : la diminution de l'usage des annuaires imprimés combinée à une concurrence croissante sur le marché de la publicité en ligne, une dégradation des conditions économiques, l'incertitude sur le modèle économique de la publicité en ligne ou encore l'appauvrissement du contenu de ses services sont autant de facteurs de risques qui pourraient avoir un impact négatif significatif sur les activités, la situation financière ou les résultats du Groupe.
- Les aspects financiers : compte tenu de sa structure financière, le Groupe est exposé au

risque de taux d'intérêt, au risque de liquidité et au risque de crédit (cf. note 29 des comptes consolidés).

- Les aspects juridiques : la survenance de procédures d'arbitrages ou de procès importants, l'incertitude ou le durcissement des réglementations applicables, en particulier l'application de restrictions au droit du Groupe de collecter des données personnelles, pourraient avoir un effet significativement défavorable sur l'activité du Groupe, ses résultats, sa situation financière ou sa capacité à réaliser ses objectifs (cf. note 32 des comptes consolidés).

1.6. Evénements postérieurs à la clôture du 31 décembre 2012

Médiannuaire Holding, l'actionnaire majoritaire de PagesJaunes Groupe, a annoncé le 6 février 2013, avoir obtenu l'accord unanime de ses prêteurs (senior et mezzanine) sur sa proposition de restructuration financière. Cette annonce met un terme aux discussions qui avaient débuté en juillet 2012 sous l'égide d'un mandataire *ad hoc*. Sur la base de cet accord unanime, Médiannuaire Holding a l'intention de mettre en œuvre très rapidement la restructuration financière envisagée. Les principaux termes de cette proposition de restructuration avaient été détaillés dans les communiqués de presse diffusés par Médiannuaire Holding le 12 décembre 2012 et le 17 janvier 2013. Cette proposition prévoit un apurement total de son endettement au travers notamment, d'un remboursement partiel en titres PagesJaunes Groupe, Médiannuaire Holding conservant environ 19% du capital de PagesJaunes Groupe à l'issue de l'opération.

1.7. Recherche et développement

A la pointe dans son secteur, le Groupe PagesJaunes développe une activité de recherche et d'innovation performante grâce à ses équipes et à de nombreux partenariats. Ces équipes sont constituées des meilleurs spécialistes dans leurs domaines de compétences respectifs dans le but de favoriser l'innovation et l'excellence.

2. Comptes consolidés

Etat du résultat consolidé

(Montants en milliers d'euros, excepté les données relatives aux actions)	Notes	Période close le 31 décembre 2012	Période close le 31 décembre 2011 *
Chiffre d'affaires		1 066 212	1 101 636
Achats externes		(227 108)	(255 717)
Autres produits opérationnels		8 201	3 936
Autres charges opérationnelles		(11 740)	(11 543)
Frais de personnel : - Salaires et charges	6	(371 074)	(350 416)
Marge Brute Opérationnelle		464 492	487 897
- Participation des salariés	6	(14 706)	(14 137)
- Rémunération en actions	6	(2 319)	(1 862)
Dotations aux amortissements	12 & 13	(36 693)	(25 381)
Autres produits et charges d'exploitation	7	(2 815)	(2 767)
Résultat d'exploitation		407 959	443 750
Produits financiers		4 577	2 868
Charges financières		(140 650)	(129 033)
Résultat financier	8	(136 073)	(126 165)
Quote-part de résultat des entreprises associées		(931)	(184)
Impôt sur les sociétés	9	(112 407)	(125 818)
Résultat de la période		158 549	191 583
Résultat de la période attribuable aux :			
- Actionnaires de PagesJaunes Groupe		158 600	191 558
- Participation ne donnant pas le contrôle		(51)	25
Résultat de la période par action attribuable aux actionnaires de PagesJaunes Groupe (en euros)			
Résultat de la période par action de l'ensemble consolidé			
- de base	10	0,57	0,68
- dilué		0,55	0,66

* Retraité de la non-activation de la rémunération fixe de la force de vente et de l'application anticipée de la norme IAS 19R (cf. note 2)

Etat du résultat global

(Montants en milliers d'euros)

	Période close le 31 décembre 2012	Période close le 31 décembre 2011 *
Report résultat de la période	158 549	191 583
Partie efficace des produits ou pertes sur instruments de couverture :		
- Montant brut	5 495	6 324
- Impôt différé	(1 893)	(2 177)
- Montant net d'impôt	3 602	4 147
Réserves écarts actuariels IFC :		
- Montant brut	(9 574)	413
- Impôt différé	3 317	(142)
- Montant net d'impôt	(6 257)	271
Total autres éléments du résultat global net d'impôt	(2 655)	4 418
Résultat global total net d'impôt	155 894	196 001
Résultat global total attribuable aux :		
- Actionnaires de PagesJaunes Groupe	155 945	195 976
- Participation ne donnant pas le contrôle	(51)	25

* Retraité de la non-activation de la rémunération fixe de la force de vente et de l'application anticipée de la norme IAS 19R (cf. note 2)

Etat de situation financière

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	Notes	Période close le 31 décembre 2012	Période close le 31 décembre 2011 *
Actif			
Ecarts d'acquisition nets	11	82 278	94 079
Autres immobilisations incorporelles nettes	12	69 387	66 438
Immobilisations corporelles nettes	13	25 480	28 223
Participations dans les entreprises associées	5	7 494	4 882
Actifs disponibles à la vente	14	195	207
Autres actifs financiers non courants	15	1 414	1 299
Impôts différés actifs	9	26 023	25 719
Total des actifs non courants		212 272	220 847
Stocks nets	17	2 367	1 600
Créances clients nettes	18	429 883	439 312
Coût d'acquisition de contrats	19	68 889	70 115
Autres actifs courants	20	26 567	28 975
Créances d'impôt sur les sociétés	9	2 996	5 405
Charges constatées d'avance		5 620	5 943
Autres actifs financiers courants		6 084	445
Trésorerie et équivalents de trésorerie	26	111 488	82 682
Total des actifs courants		653 893	634 477
Total actif		866 165	855 324
Passif			
Capital social		56 197	56 197
Prime d'émission		98 676	98 676
Réserves		(2 259 769)	(2 452 641)
Résultat de la période attribuable aux actionnaires de PagesJaunes Groupe		158 600	191 558
Autres éléments du résultat global		(50 461)	(47 806)
Actions propres		(10 010)	(10 816)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de PagesJaunes Groupe	22	(2 006 768)	(2 164 832)
Participation ne donnant pas le contrôle		5	56
Total capitaux propres		(2 006 763)	(2 164 776)
Dettes financières et dérivés non courants	16 & 26	1 686 567	1 981 520
Avantages du personnel - non courants	24	83 324	67 311
Provisions - non courantes	24	6 333	6 358
Impôts différés passifs	9	1 002	1 276
Total des passifs non courants		1 777 226	2 056 465
Découverts bancaires et autres emprunts courants	26	149 882	8 477
Intérêts courus non échus	26	16 720	7 412
Provisions - courantes	24	193	896
Dettes fournisseurs	23	78 325	94 344
Avantages du personnel - courants	24	124 373	118 279
Autres passifs courants	24	94 040	97 453
Dettes d'impôt sur les sociétés	9	97	149
Produits constatés d'avance	27	632 072	636 625
Total des passifs courants		1 095 702	963 635
Total passif		866 165	855 324

* Retraité de la non-activation de la rémunération fixe de la force de vente et de l'application anticipée de la norme IAS 19R (cf. note 2)

Etat de variation des capitaux propres consolidés

(Montants en milliers d'euros)	Nombre de titres en circulation	Capital social	Prime d'émission	Actions propres	Résultat et réserves	Opérations de couverture et écarts actuariels	Réserve de conversion	Capitaux propres part du Groupe	Participation ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Solde au 1 janvier 2011 *	280 365 693	56 197	98 676	(4 037)	(2 291 455)	(52 224)	-	(2 192 842)	-	(2 192 842)
Résultat global total de la période					191 558			191 558	25	191 583
Autres éléments du résultat global, net de taxe						4 418		4 418		4 418
Résultat global total de la période, net de taxe					191 558	4 418	-	195 976	25	196 001
Rémunération en actions					1 511			1 511	-	1 511
Distribution de dividendes					(162 697)			(162 697)	-	(162 697)
Actions de l'entreprise consolidante, nettes de l'effet d'impôt	(2 584 439)			(6 779)				(6 779)	-	(6 779)
Autre								-	31	31
Solde au 31 décembre 2011 *	277 781 254	56 197	98 676	(10 816)	(2 261 084)	(47 806)	-	(2 164 832)	56	(2 164 776)
Résultat global total de la période					158 600			158 600	(51)	158 549
Autres éléments du résultat global, net de taxe						(2 655)		(2 655)		(2 655)
Résultat global total de la période, net de taxe					158 600	(2 655)	-	155 945	(51)	155 894
Rémunération en actions					1 314			1 314	-	1 314
Distribution de dividendes								-	-	-
Actions de l'entreprise consolidante, nettes de l'effet d'impôt	(125 211)			806				806	-	806
Autre								-	-	-
Solde au 31 décembre 2012	277 656 043	56 197	98 676	(10 010)	(2 101 169)	(50 461)	-	(2 006 767)	5	(2 006 762)

* Retraité de la non-activation de la rémunération fixe de la force de vente et de l'application anticipée de la norme IAS 19R (cf. note 2)

Etat des flux de trésorerie

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	Notes	Période close le 31 décembre 2012	Période close le 31 décembre 2011 *
Résultat attribuable aux actionnaires de PagesJaunes Groupe		158 600	191 558
Amortissements et pertes de valeur sur immobilisations et écarts d'acquisition	11 & 13	38 346	25 381
Variation des provisions	21	444	1 654
Rémunération en actions		1 314	1 511
Moins-values (plus-values) sur cessions d'actifs		(912)	1 177
Produits et charges d'intérêts	8	102 808	96 040
Instruments de couverture	8	33 265	30 125
Ecart de change non réalisé		-	47
Charge d'impôt de l'exercice	9	112 407	125 818
Quote-part de résultat des entreprises associées		931	184
Participation ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)		(51)	25
Diminution (augmentation) des stocks		(767)	594
Diminution (augmentation) des créances clients		10 768	7 895
Diminution (augmentation) des autres créances		3 187	1 399
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs		(17 694)	(9 038)
Augmentation (diminution) des autres dettes		(1 458)	(6 880)
Variation du besoin en fonds de roulement		(5 964)	(6 030)
Dividendes et produits d'intérêts encaissés		4 252	2 437
Intérêts décaissés et effet taux des dérivés nets		(111 485)	(111 595)
Impôt sur les sociétés décaissé		(107 488)	(117 941)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		226 467	240 390
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	12 & 13	(42 629)	(44 154)
Acquisitions / cessions de titres de participation, nettes de la trésorerie acquise / cédée et autres variations d'actif		2 400	(24 812)
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement		(40 229)	(68 966)
Augmentation (diminution) des emprunts	26	(172 229)	(25 976)
Dividendes versés	22	-	(162 697)
Autres flux liés aux opérations de financement dont actions propres		(213)	(8 131)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		(172 442)	(196 804)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie		2	(47)
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie		13 798	(25 427)
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à l'ouverture		78 074	103 501
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à la clôture	26	91 872	78 074

* Retraité de la non-activation de la rémunération fixe de la force de vente et de l'application anticipée de la norme IAS 19R (cf. note 2)

Il n'y a pas de flux non monétaires significatifs.

Note 1 – Informations relatives au Groupe

Le Groupe PagesJaunes offre depuis plus de soixante ans une gamme diversifiée de produits et de services à destination du grand public et des professionnels avec comme cœur de métier les annuaires en France et à l'international sur les supports imprimés et en ligne. Les principales activités du Groupe sont décrites en note 4.

L'exercice comptable des sociétés du Groupe PagesJaunes s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre. La devise de présentation des comptes consolidés et de leurs annexes est l'euro.

PagesJaunes Groupe est une société anonyme cotée sur Euronext Paris (PAJ).

Ces informations ont été arrêtées par le Conseil d'administration de PagesJaunes Groupe du 12 février 2013.

Note 2 - Contexte de la publication et base de préparation des informations financières 2012

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, le Groupe a établi les comptes consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012 en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, applicable à cette date.

Les états de synthèse portent sur les comptes établis selon les normes IFRS au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2011. Les états financiers 2010, inclus dans le Document de référence déposé auprès de l'AMF le 26 avril 2012 sous le numéro D.12-0442, sont incorporés par référence.

Les principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, à l'exception :

- de nouvelles normes, amendements et interprétations d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2012, sans impact significatif :
 - Amendment IFRS 7: Disclosures - Transfers of Financial Assets, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2011.
- de l'application anticipée de la norme IAS19 révisée : avantages au personnel (cf. infra)
- du retraitement rétrospectif de la non-activation de la rémunération fixe de la force de vente sur les comptes 2011 (cf. infra).

Ces principes ne diffèrent par ailleurs pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB, dans la mesure où serait sans incidence significative, l'application des amendements et interprétations, dont la mise en œuvre est obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2012 dans le référentiel tel que publié par l'IASB, mais ne l'est pas encore dans le référentiel tel qu'endossé par l'Union européenne.

L'application anticipée de la norme IAS 19 révisée constitue un changement de méthode comptable au regard de la norme IAS 8. Cette norme a été appliquée de manière rétrospective à compter du 1^{er} janvier 2011 et a eu pour principaux effets :

- la comptabilisation immédiate en capitaux propres non recyclables des pertes et gains actuariels sur les avantages postérieurs à l'emploi (impact au 1^{er} janvier 2011 de 16,1 millions d'euros, 10,5 millions d'euros après impôt) et donc de ne plus amortir ces écarts au compte de résultat (impact au 1^{er} janvier 2011 de 0,7 million d'euros, 0,5 million d'euros après impôt),
- d'éliminer la comptabilisation en résultat du rendement des actifs du régime sur la base d'un taux de rendement attendu en imposant d'utiliser le même taux de rendement des obligations de première catégorie que celui qui est retenu pour « désactualiser » le passif (impact non significatif),

- d'éliminer l'étalement du coût des services passés non acquis (impact non significatif),
- d'améliorer les informations à fournir en les recentrant sur les caractéristiques des plans et les risques associés.

Elle redéfinit également les principes de conditions de comptabilisation des indemnités de rupture de contrat, qui doivent être comptabilisées lorsque l'entité ne peut plus retirer son offre ou lorsqu'un passif de restructuration IAS 37 doit être comptabilisé. Cette norme sera d'application rétrospective limitée.

En outre, le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et dont l'application obligatoire est postérieure au 1^{er} janvier 2012 :

- IAS 27 revised: Separate Financial Statements
- IAS 28 revised: Investments in associates and joint ventures
- IFRS 10: Consolidated Financial Statements
- IFRS 11: Joint arrangements
- IFRS 12: Disclosures of Interests in other entities
- IFRS 13: Fair value measurement
- Amendment IFRS 1: Severe Hyperinflation and Removal of Fixed Dates for First-Time Adopters
- Amendment IAS 12: Deferred tax: Recovery of Underlying Assets
- Amendment IAS 1: Presentation of financial statements – presentation of items of other comprehensive income
- Amendment IAS 32: Offsetting Financial Assets and Financial Liabilities
- Amendments IFRS 9 et IFRS 7: Mandatory Effective Date and Transition Disclosures
- Amendment IFRS 7: Disclosures – Offsetting Financial Assets and Financial Liabilities
- IFRIC 20: Stripping Costs in the Production Phase of a Surface Mine

Enfin, le Groupe n'applique pas les textes suivants, qui n'ont pas été adoptés par l'Union Européenne au 31 décembre 2012 :

- Amendment IFRS 1: Government Loans
- Improvements to IFRSs (2009-2011):
 - IAS 1 – Presentation of Financial Statements
 - IAS 16 – Property, Plant and Equipment
 - IAS 32 – Financial Instruments : Presentation
 - IAS 34 – Interim Financial Reporting
- Amendments to IFRS 10,11,12 - Transition guidance
- IFRS 10, IFRS 12 and IAS 27 : Investment Entities

Le Groupe est néanmoins en cours d'analyse sur les conséquences pratiques de ces nouveaux textes et des effets de leur application dans ses comptes futurs. A ce stade de l'analyse, les impacts attendus sur les comptes consolidés sont les suivants :

IFRS 11 va remplacer IAS 31. La comptabilisation des partenariats doit s'appuyer sur la substance des accords et principalement sur l'analyse des droits et obligations qui en résultent. L'intégration proportionnelle disparaît quasiment en tant que méthode de consolidation, méthode utilisée pour l'entité Editus Luxembourg jusqu'au 1^{er} octobre 2012, date à laquelle la Société a cédé 39,92% des 49% des actions qu'elle détenait. Editus est désormais consolidée par mise en équivalence, le Groupe n'est plus impacté par cette évolution normative.

IFRS 12 requiert la publication d'informations très complètes sur la détermination du périmètre de consolidation ainsi que sur les risques associés aux intérêts dans d'autres entités (filiales, JV, entités associées, SPV, entités non consolidées).

A noter que les normes IFRS 10, IFRS 11, IFRS 12 et IAS 28 révisée en 2011 doivent toutes être appliquées à la même date.

L'ensemble des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2012 sont disponibles sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Pour préparer les états financiers, la Direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice. La Direction évalue ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Sont notamment concernés les écarts d'acquisition, les coûts d'acquisition de contrats, la rémunération en actions et l'évaluation des passifs liés aux retraites. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction de conditions de réalisation différentes. Enfin, en l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, la direction du Groupe fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe,
- traduisent la réalité économique des transactions,
- soient neutres,
- soient prudents,
- et soient complets dans tous leurs aspects significatifs.

Saisonnalité

Même si les activités du Groupe ne sont pas soumises à des effets de saisonnalité à proprement parler, il convient de noter que, par souci d'optimisation des coûts, les dates de parution des annuaires imprimés (déterminant la reconnaissance des produits et des coûts afférents) peuvent varier d'un trimestre à l'autre, chaque annuaire imprimé ne paraissant qu'une seule fois par an.

Retraitement rétrospectif de la non-activation de la rémunération fixe de la force de vente sur les comptes 2011

Dans le cadre de la mise en place d'une force de vente spécialiste, un certain nombre de conseillers commerciaux VRP (environ 230 à fin décembre 2012) ont fait l'objet d'une modification de leur contrat de travail d'un statut de « généraliste » vers un statut de « spécialiste ».

L'introduction de ces nouveaux contrats a accru la part des rémunérations fixes dans le total des coûts commerciaux et a conduit la direction à réexaminer en profondeur le bien-fondé du traitement comptable de l'ensemble des coûts commerciaux. Il est rappelé que l'intégralité de ces coûts faisaient l'objet d'une activation en charges constatées d'avance et étaient reconnus en charge en même temps que le chiffre d'affaires à savoir, en une fois au moment de la parution pour les annuaires imprimés et, de manière étalée à partir de la mise en ligne, et sur la durée de parution pour les produits digitaux.

Il a été conclu que :

- les rémunérations fixes de la force de vente ne sont pas activables en charges constatées d'avance car (i) elles correspondent à des prestations déjà rendues et (ii) elles sont définitivement acquises au moment où elles sont versées, et
- les rémunérations fixes, dès lors qu'elles sont acquises indépendamment de la génération de commandes clients, ne sont pas davantage activables en tant qu'élément incorporel. En effet, la reconnaissance d'un actif incorporel suppose qu'il soit identifiable, contrôlé, porteur d'avantages économiques futurs et puisse être évalué de manière fiable. Les frais de rémunération de la force de vente constituent des coûts d'obtention de commandes clients. Ces commandes correspondent à la définition d'un actif incorporel. Cependant, les coûts d'obtention des commandes ne peuvent être reconnus à l'actif que s'ils sont identifiables et mesurables de façon fiable c'est-à-dire si les coûts sont engagés directement pour l'obtention des contrats clients, et si, les coûts sont incrémentaux, c'est-à-dire qu'ils n'auraient pas été encourus si l'entité n'avait pas obtenu la commande.

En conséquence, l'activation des coûts fixes de la force de vente doit faire l'objet d'un retraitement rétroactif, qui est analysé comme une « correction d'erreur » au regard de la norme IAS 8.

- L'activation des coûts variables de la force de vente est, en revanche, justifiée puisque ces coûts répondent aux critères de coûts directs et incrémentaux d'obtention de contrats clients. Leur classement en charges constatées d'avance n'étant pas approprié, dans la mesure où ces coûts correspondent, pour l'essentiel, à des prestations de services déjà rendues, ces coûts variables ont donc été reclassés vers un poste d'actif courant (compte tenu d'une durée des contrats généralement inférieure ou égale à 12 mois) dénommé « Coût d'acquisition des contrats » pour un montant de 70,1 millions d'euros au 31 décembre 2011.

Les coûts fixes activés en charges constatées d'avance représentaient un montant de 27,4 millions d'euros au 1^{er} janvier 2011 et 33,3 millions d'euros au 31 décembre 2011, soit une augmentation de 6,0 millions d'euros sur l'exercice 2011.

Le retraitement doit être comptabilisé rétrospectivement sur l'ouverture de l'exercice 2011 et sur l'exercice 2011, de la façon suivante :

- élimination des 27,4 millions d'euros de charges constatées d'avance figurant au bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2011, en contrepartie des capitaux propres,
- réduction de 6,0 millions d'euros de la MBO de l'exercice 2011.

Note 3 - Principes comptables et changements d'estimation

Cette note décrit les principes comptables appliqués pour l'arrêté du 31 décembre 2012 conformément aux dispositions des normes comptables internationales telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2012.

Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

3.1 - Positions comptables retenues par le Groupe, en application des paragraphes 10 à 12 d'IAS 8

Les positions comptables présentées ci-dessous ne font pas l'objet de dispositions particulières dans les normes comptables internationales telles qu'adoptées par l'Union européenne ou leur interprétation.

Plan de participation du Management :

Sèvres I, Sévres II, Sévres III, qui, ensemble, contrôlaient 100% du capital de Médiannuaire Holding, actionnaire majoritaire indirect de PagesJaunes Groupe, ont proposé à un certain nombre de managers du Groupe de prendre une participation minoritaire, sous la forme de 212 591 actions ordinaires, au capital de Médiannuaire Holding (soit 0,55% du capital de Médiannuaire Holding). Cette prise de participation, qui a été réalisée fin décembre 2006, s'est faite sur la base du prix proposé par Médiannuaire Holding dans le cadre de la garantie de cours portant sur les titres PagesJaunes Groupe et qui a été finalisée le 1^{er} décembre 2006.

Les managers du Groupe détiennent, au 31 décembre 2012, 131 122 actions ordinaires et 306 565 actions de préférence, soit au total 1,14% du capital social de Médiannuaire Holding.

Le capital de Médiannuaire Holding se répartit entre actions ordinaires et actions de préférence, le droit pour chaque classe d'actions à l'accroissement de valeur des capitaux propres étant variable en fonction du taux de rentabilité interne constaté par les actionnaires de Médiannuaire Holding sur leur investissement pendant leur période de détention. Par ailleurs, chaque manager a conclu un engagement de vente et d'achat, qui devient exerçable à compter de la survenance du remboursement des dettes senior et mezzanine contractées par Médiannuaire Holding et au plus tôt le 2 février 2014. Le prix par action auquel ces engagements d'achat et de vente seraient mis en œuvre a été fixé sachant que le prix des actions de préférence attribuées gratuitement sera fonction

de la marge brute opérationnelle de PagesJaunes Groupe.

Droit Individuel à la Formation (DIF) :

Le Groupe a maintenu en IFRS le traitement retenu en normes françaises du droit individuel à la formation (Avis n°2004-F du 13 octobre 2004 du comité d'urgence du CNC relatif à la «comptabilisation du droit individuel à la formation – DIF») à savoir :

- les dépenses engagées au titre du DIF constituent une charge de la période et ne donnent lieu à aucun provisionnement ;
- le volume d'heures à la clôture de l'exercice, de la part ouverte des droits avec indication du volume d'heures n'ayant pas fait l'objet de demandes de la part des salariés, est mentionné dans les annexes.

3.2 - Consolidation

Les filiales sur lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les participations dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec un nombre limité d'autres actionnaires sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Les participations non contrôlées par le Groupe mais sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable (pourcentage de contrôle généralement compris entre 20% et 50%) sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

L'existence et l'effet des droits de vote potentiels exerçables ou convertibles à la date de clôture sont pris en considération lors de la détermination du contrôle ou de l'influence notable exercé sur l'entité.

Conformément à IFRS 5, les actifs et les passifs des entités contrôlées considérées comme détenues en vue de la vente sont présentés sur des lignes distinctes du bilan. Par ailleurs, le résultat des activités non poursuivies doit être présenté sur une ligne séparée du compte de résultat. IFRS 5 définit une activité non poursuivie comme une composante d'une entité dont les flux de trésorerie sont indépendants du reste de l'entité, qui a été cédée ou est détenue en vue de sa vente qui représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte.

Les opérations et les soldes intra-groupe significatifs sont éliminés.

3.3 - Opérations en devises

La comptabilisation et l'évaluation des opérations en devises sont définies par la norme IAS 21 «Effets des variations des cours des monnaies étrangères». En application de cette norme, les opérations libellées en monnaies étrangères sont converties par la filiale dans sa monnaie de fonctionnement au cours du jour de la transaction. Les éléments monétaires du bilan sont réévalués au cours de clôture de chaque arrêté comptable. Les écarts de réévaluation correspondants sont enregistrés au compte de résultat :

- en résultat d'exploitation pour les transactions commerciales ;
- en produits financiers ou en charges financières pour les transactions financières.

3.4 - Présentation des états financiers

Comme le permet la norme IAS 1 « Présentation des états financiers », le Groupe présente le compte de résultat par nature.

Le résultat d'exploitation correspond au résultat net avant prise en compte :

- des produits financiers ;
- des charges financières ;
- des impôts courants et différés ;
- du résultat des activités faisant l'objet d'un abandon ou détenues en vue de la vente.

La marge brute opérationnelle (MBO) correspond au résultat d'exploitation avant prise en compte :

- de la participation des salariés ;
- des charges de rémunération en actions, y compris les charges sociales éventuelles y afférentes ;
- des dotations aux amortissements ;
- des autres produits et charges d'exploitation incluant :
 - les pertes de valeur des écarts d'acquisition et des immobilisations,
 - les résultats de cession d'actifs,
 - les coûts de restructuration,
 - les frais d'acquisition de titres de participation,
 - les pertes de valeur des écarts d'acquisition des entreprises associées.

3.5 - Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires issu des activités du Groupe est reconnu et présenté de la manière suivante, en application des principes établis par IAS 18 « Produits des activités ordinaires » :

- Les produits issus de la vente d'insertions publicitaires dans les annuaires imprimés sont pris en compte dans le résultat lors de la parution de chaque annuaire imprimé. En conséquence, les ventes d'insertions facturées au titre des annuaires à paraître sont présentées au bilan sous la rubrique « Produits constatés d'avance ».
- Les produits issus de la vente d'insertions publicitaires dans les annuaires en ligne (produits digitaux) et sur les services de renseignements téléphoniques sont étalés sur la durée d'affichage, qui est généralement de 12 mois. Il en est de même pour les sites Internet et les le mobile mais la durée de parution est en général plus courte.
- Les produits issus du trafic relatif aux services de renseignements téléphoniques (118 008 en France) sont comptabilisés pour leur montant brut lorsque la prestation est rendue.
- Les produits issus des activités de régie publicitaire sont reconnus sur la période de diffusion des campagnes de publicité. Lorsque les entités du Groupe opèrent uniquement en tant qu'agents, le chiffre d'affaires est constitué des seules commissions.
- Les coûts variables de la force de vente liés à la commercialisation de produits publicitaires dans les annuaires imprimés et sur les supports digitaux constituent des coûts incrémentaux et directs d'obtention de commandes clients. Ils sont activés au bilan sur le poste « Coût d'acquisition de contrats » et sont comptabilisés en charges sur la durée de vie des commandes clients, c'est-à-dire en fonction de la parution des annonces et de la reconnaissance du chiffre d'affaires.

Par ailleurs, conformément à SIC 31 « Opérations de troc portant sur des services de publicité », les produits des activités ordinaires n'incluent pas de prestations provenant de l'échange de biens ou de services pour des prestations semblables, même lorsque celles-ci sont rendues sur des périodes différentes.

3.6 - Frais de publicité et assimilés

Les frais de publicité, promotion, parrainage, communication et de développement des marques sont intégralement comptabilisés dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

3.7 - Résultat par action

Le Groupe présente un résultat par action de base et un résultat par action dilué. Le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat dilué tient compte de la conversion en actions ordinaires des instruments dilutifs en circulation à la clôture de la période (options non encore exercées, actions gratuites, ...). Lorsque le résultat de base par action est négatif, le résultat dilué par action est identique à ce résultat de base. Afin d'assurer la comparabilité des résultats par action présentés, les nombres moyens pondérés d'actions en circulation de l'exercice et également des exercices antérieurs sont ajustés en cas d'augmentation de capital effectuée à un cours inférieur au cours de marché. Le cas échéant, les actions d'autocontrôle portées en diminution des capitaux propres consolidés ne sont pas prises en compte dans le calcul des résultats par action.

3.8 - Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition des titres des sociétés consolidées et la part du groupe dans la valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation.

Conformément à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Ils font l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an. IAS 36, « Dépréciation d'actifs », prescrit que ces tests sont réalisés au niveau de chaque Unité Génératrice de Trésorerie (« UGT ») à laquelle l'écart d'acquisition a été affecté et que dans certains cas, pour tester les écarts d'acquisition, ces UGT peuvent être regroupées au niveau auquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions (une UGT est le plus petit ensemble homogène d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs). Le niveau d'analyse auquel le Groupe apprécie la valeur actuelle des écarts d'acquisition correspond en général au niveau de chacune des sociétés consolidées.

En accord avec sa stratégie et ses axes de développement, le Groupe a décidé, à partir de 2011, de faire évoluer ses reporting interne et externe afin d'évaluer la performance de chaque secteur opérationnel et de leur allouer les ressources.

Les secteurs, déterminés en conformité avec IFRS 8 – « Secteurs opérationnels », sont les suivants : Internet, Annuaire imprimés et autres activités. Au 31 décembre 2012, l'intégralité des écarts d'acquisition se trouve allouée sur le secteur Internet.

La nécessité de constater une perte de valeur est appréciée par comparaison entre la valeur comptable consolidée des actifs et passifs de chaque UGT et leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

La juste valeur nette des coûts de sortie est déterminée comme la meilleure estimation de la valeur de vente nette des coûts de sortie lors d'une transaction réalisée dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes. Cette estimation est déterminée sur la base des informations de marché disponibles en considérant les situations particulières.

La valeur d'utilité retenue par le Groupe correspond aux flux de trésorerie actualisés des UGT

incluant les écarts d'acquisition. Ils sont déterminés dans le cadre des hypothèses économiques, réglementaires, et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la direction du Groupe de la façon suivante :

- les flux de trésorerie sont ceux des plans établis sur 5 ans,
- au-delà de cet horizon, les flux sont extrapolés par application d'un taux de croissance perpétuelle reflétant le taux attendu de croissance à long terme du marché et spécifique à chaque activité,
- l'actualisation des flux est effectuée en utilisant des taux appropriés à la nature des activités et des pays.

La dépréciation des écarts d'acquisition est inscrite en résultat d'exploitation.

Dans le cas où une cession a été décidée, la valeur recouvrable est déterminée par référence à la juste valeur nette des coûts de sortie.

3.9 - Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles comprennent principalement les marques, les licences et brevets, les frais de recherche et développement ainsi que les logiciels. Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production.

Lorsque ces actifs sont acquis au travers d'un regroupement d'entreprises, leur coût est le plus souvent déterminé lors de l'affectation du coût d'acquisition de l'entreprise acquise par référence à leur valeur de marché ou à défaut en utilisant les méthodes généralement admises en la matière, telles que celles fondées sur les revenus ou les coûts.

Les marques développées en interne ne sont pas comptabilisées au bilan.

Marques

Les marques ayant une durée de vie indéterminée ne sont pas amorties ; elles font l'objet de tests de dépréciation (voir note 3.11).

Licences et brevets

Les licences et brevets sont amortis sur le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à la durée d'utilisation prévue sans excéder vingt ans.

Frais de recherche et développement

Selon la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de développement doivent être immobilisés dès que sont démontrés :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- l'intention et la capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- sa capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise ;
- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les frais de recherche et les frais de développement ne répondant pas aux critères ci-dessus sont enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les frais de développement significatifs capitalisés sont amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité, laquelle n'excède généralement pas 3 ans.

Logiciels

Les logiciels sont amortis sur le mode linéaire sur leur durée d'utilité, laquelle n'excède pas cinq ans.

3.10 - Immobilisations corporelles

Valeur brute

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Ce coût comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour permettre son exploitation de la manière prévue par la direction.

Le coût d'une immobilisation corporelle comprend l'estimation des coûts relatifs au démantèlement et à l'enlèvement de l'immobilisation et à la remise en état du site sur lequel elle est située, obligation que le Groupe encourt soit du fait de l'acquisition de l'immobilisation corporelle, soit du fait de son utilisation pendant une durée spécifique à des fins autres que la production de stocks au cours de la période.

Contrats de location financement

Les contrats de location transférant aux entités du Groupe les risques et avantages liés à la propriété (contrats de location financement) sont comptabilisés dans les immobilisations avec inscription en contrepartie d'une dette financière. Les situations suivantes constituent des indications de conditions transférant aux entités du Groupe les risques et avantages liés à la propriété :

- le contrat prévoit le transfert obligatoire de la propriété à la fin de la période de location,
- le contrat contient une option d'achat et les conditions de l'option sont telles que le transfert de propriété paraît hautement probable à la date de conclusion du bail,
- la durée du contrat couvre la majeure partie de la vie économique estimée du bien loué,
- la valeur actualisée de la somme des redevances minimales prévues au contrat est proche de la juste valeur du bien.

Parallèlement, les biens dont les risques et avantages liés à la propriété sont transférés par les entités du Groupe à des tiers par un contrat de location sont considérés comme ayant fait l'objet d'une cession.

Les frais de réparation et de maintenance sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus, sauf dans le cas où ils contribuent à augmenter la productivité ou la durée de vie de l'immobilisation.

Les contrats de location financement ne sont pas significatifs pour les périodes présentées.

Amortissement

L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction des rythmes de consommation des avantages économiques attendus par élément d'actif sur la base du coût d'acquisition, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle. A ce titre, le mode linéaire est en général retenu sur les durées suivantes : 25 à 30 ans pour les constructions, 5 à 10 ans pour les agencements, entre 1 et 5 ans pour les autres immobilisations.

Ces durées d'amortissement sont revues annuellement et sont modifiées si les attentes diffèrent des estimations précédentes ; ces changements d'estimation comptable sont comptabilisés de façon prospective.

3.11 - Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture.

Les actifs immobilisés, incorporels et corporels, font l'objet d'une dépréciation lorsque, du fait d'événements ou de circonstances intervenus au cours de la période (obsolescence, dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions, chute des revenus et autres indicateurs externes...), leur valeur recouvrable apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée de la juste valeur nette des coûts de sortie et de la valeur d'utilité.

Les tests de dépréciation sont réalisés par actif ou par groupe d'actifs en comparant leur valeur recouvrable et leur valeur nette comptable. Lorsqu'une dépréciation apparaît nécessaire, le montant comptabilisé est égal à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable.

La valeur recouvrable des actifs est le plus souvent déterminée sur la base de la valeur d'utilité. Celle-ci correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de leur utilisation et de leur sortie. Elle est appréciée notamment par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés déterminés dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la direction du Groupe.

3.12 - Actifs et passifs financiers

Les actifs financiers comprennent les actifs disponibles à la vente, les actifs détenus jusqu'à leur échéance, les prêts et les créances et la trésorerie et équivalents de trésorerie.

Les passifs financiers comprennent les emprunts, les autres financements et découverts bancaires et les dettes d'exploitation.

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définies par la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ».

3.12.1 - Evaluation et comptabilisation des actifs financiers

Actifs détenus jusqu'à leur échéance

Ces titres sont exclusivement des titres à revenus fixes ou déterminables et à échéances fixes, autres que les prêts et créances, et que le Groupe a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à l'échéance. Après leur comptabilisation initiale à leur juste valeur, ils sont évalués et comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif (« TIE »).

Les actifs détenus jusqu'à leur échéance font l'objet d'un suivi d'indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié si sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

Actifs disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente comprennent principalement les titres de participation non consolidés et des valeurs mobilières ne répondant pas à la définition des autres catégories d'actifs financiers. Ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de valeur sont enregistrées dans les capitaux propres.

La juste valeur correspond au prix de marché pour les titres cotés ou à une estimation de la valeur d'utilité pour les titres non cotés, déterminée en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque titre.

Lorsqu'il existe une indication objective de la dépréciation de ces titres, la perte cumulée qui a été comptabilisée en capitaux propres est constatée en résultat.

Prêts et créances

Cette catégorie inclut les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances et les créances commerciales. Ces instruments sont initialement comptabilisés à la juste valeur puis au coût amorti calculé à l'aide du TIE. Les créances à court terme sans taux d'intérêt déclaré sont évaluées au montant de la facture d'origine à moins que l'application d'un taux d'intérêt implicite n'ait un effet significatif. Pour les prêts et créances à taux variable, une réestimation périodique des flux de trésorerie, afin de traduire l'évolution des taux d'intérêt du marché, modifie le taux d'intérêt effectif et par conséquent la valorisation du prêt ou de la créance.

Les prêts et créances font l'objet d'un suivi d'indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié si sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

Actifs à la juste valeur par le compte de résultat

Les actifs considérés comme détenus à des fins de transaction comprennent les actifs que la société a l'intention de revendre dans un terme proche afin de réaliser une plus value, qui appartiennent à un portefeuille d'instruments financiers gérés ensemble et pour lequel il existe une pratique de cession à court terme. Les actifs de transaction peuvent aussi comprendre des actifs volontairement classés dans cette catégorie, indépendamment des critères énumérés ci-dessus (option « Fair Value »).

Ces actifs sont classés au bilan en actifs financiers à court terme.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les équivalents de trésorerie sont détenus dans le but de faire face aux engagements de trésorerie à court terme plutôt que pour un placement ou d'autres finalités. Ils sont facilement convertibles, en un montant de trésorerie connu et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. La trésorerie et équivalents de trésorerie sont constitués par les liquidités immédiatement disponibles et par les placements à court terme dont l'échéance est généralement inférieure ou égale à trois mois à la date d'acquisition. Elles sont évaluées au coût historique qui est proche de leur valeur de réalisation.

3.12.2 - Evaluation et comptabilisation des passifs financiers

Passifs financiers

A l'exception des passifs de transaction qui sont évalués à la juste valeur, les emprunts et autres passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur puis au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (« TIE »).

Les frais de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'un passif financier viennent en diminution de ce passif financier. En effet, les passifs sont initialement évalués au coût, qui est la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue pour ce passif financier. Ces frais sont ensuite amortis actuariellement sur la durée de vie du passif, selon la méthode du TIE.

Le TIE est le taux qui actualise le flux attendu des sorties de trésorerie futures jusqu'à l'échéance ou jusqu'à la date la plus proche de refixation du prix au taux de marché, à la valeur nette comptable actuelle du passif financier.

3.12.3 - Evaluation et comptabilisation des instruments dérivés

Les instruments dérivés sont évalués à leur juste valeur au bilan. Sauf exception détaillée ci-dessous, la variation de juste valeur des instruments dérivés est toujours enregistrée en contrepartie du compte de résultat.

Instruments de couverture

Conformément à IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation », les instruments dérivés peuvent être désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux futurs de trésorerie :

- la couverture de juste valeur est une couverture de l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou passif comptabilisé, ou d'une partie identifiée de cet actif ou de ce passif, qui est attribuable à un risque particulier, notamment les risques de taux et de change, et qui affecterait le résultat net présenté ;
- la couverture de flux de trésorerie est une couverture de l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui sont attribuables à un risque particulier associé à un actif ou passif comptabilisé ou à une transaction prévue (par exemple une vente ou un achat attendu) et qui affecterait le résultat net présenté.

La comptabilité de couverture est applicable si :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place ;
- l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine, et tant qu'elle perdure, c'est à dire si au début de la couverture et pendant toute sa durée, l'entreprise peut s'attendre à ce que les variations de juste valeur ou de flux de trésorerie de l'élément couvert soient presque intégralement compensées par les variations de juste valeur ou de flux de trésorerie de l'instrument de couverture, et si les résultats réels se situent dans un intervalle compris entre 80 et 125 pour cent.

L'application de la comptabilité de couverture a les conséquences suivantes :

- pour les couvertures de juste valeur d'actifs ou de passifs existants, la partie couverte de ces éléments est évaluée au bilan à sa juste valeur. La variation de cette juste valeur est enregistrée en contrepartie du compte de résultat, où elle est compensée par les variations symétriques de juste valeur des instruments financiers de couverture, dans la limite de leur efficacité ;
- pour les couvertures de flux futurs de trésorerie, la partie efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement en contrepartie des capitaux propres, la variation de juste de valeur de la partie couverte de l'élément couvert n'étant pas enregistrée au bilan. La variation de valeur de la part inefficace est comptabilisée quant à elle en résultat. Les montants enregistrés en capitaux propres sont repris au compte de résultat symétriquement au mode de comptabilisation des éléments couverts.

3.13 - Stocks

Les stocks sont valorisés au plus bas de leur coût d'entrée ou de leur valeur nette probable de réalisation. Le coût d'entrée correspond au coût d'acquisition ou au coût de production qui est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

3.14 - Impôts différés

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable. Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que lorsque leur recouvrement est probable sur un horizon de 3 à 5 ans.

La norme IAS 12 requiert notamment de comptabiliser des impôts différés passifs relatifs à

l'ensemble des immobilisations incorporelles reconnues lors de regroupement d'entreprises (marques, bases d'annonceurs, ...).

S'agissant des participations dans les filiales, coentreprises et entreprises associées, un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toute différence temporaire imposable entre la valeur comptable des titres et leur base fiscale sauf si :

- le groupe contrôle la date à laquelle cette différence temporaire (par exemple : distribution de dividendes) se renversera et
- il est probable que cette différence ne se renversera pas dans un avenir prévisible.

En pratique, cela signifie que, pour les sociétés intégrées globalement et proportionnellement, un passif d'impôt différé est reconnu à due concurrence des impôts de distribution sur les dividendes dont le versement est planifié par le Groupe.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire permettant d'effectuer la compensation sur l'impôt exigible futur. Les éventuelles compensations sont traitées par groupe fiscal dépendant d'une seule autorité fiscale.

Les impôts différés relatifs à des éléments comptabilisés directement en capitaux propres sont également comptabilisés en capitaux propres.

Conformément à la norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

3.15 - Provisions

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé dont le règlement devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Elle peut également découler de pratiques du Groupe ou d'engagements publics ayant créé une attente légitime des tiers concernés sur le fait que le Groupe assumera certaines responsabilités.

L'estimation du montant figurant en provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que le Groupe doive supporter pour éteindre son obligation. Si aucune évaluation fiable de ce montant ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée ; une information en annexe est alors fournie.

Les passifs éventuels, correspondent à des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise ou des obligations probables pour lesquelles la sortie de ressources ne l'est pas. Ils font l'objet d'une information en annexe.

Dans le cas des restructurations, une obligation est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution, avant la date de clôture.

Les provisions sont actualisées lorsque l'effet de l'actualisation est significatif.

3.16 - Engagements de retraites et avantages similaires

3.16.1 - Avantages postérieurs à l'emploi

Indemnités de départ à la retraite et engagements similaires

En France, la législation prévoit que des indemnités sont versées aux salariés au moment de leur départ en retraite en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite.

Conformément à la norme IAS 19, les régimes à prestations définies font l'objet d'une évaluation actuarielle suivant la méthode des unités de crédits projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour valoriser l'obligation finale, et ce en utilisant des hypothèses démographiques (turnover du personnel, mortalité, âge de départ à la retraite...) et financières (augmentation future de salaire par catégorie).

Cette obligation finale est ensuite actualisée avec un taux déterminé par référence au rendement des obligations privées à long terme de première catégorie (ou des obligations d'Etat s'il n'existe pas de marché actif).

Les écarts actuariels relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi, sont comptabilisés pour leur intégralité en autres éléments du résultat global.

Autres régimes de retraite

Ces avantages sont offerts au travers de régimes à cotisations définies pour lesquelles le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations ; la charge qui correspond aux cotisations versées est prise en compte en résultat sur l'exercice.

3.16.2 - Autres avantages à long terme

Les autres avantages à long terme pouvant être accordés par le Groupe consistent principalement en médailles du travail évaluées également sur la base d'hypothèses actuarielles.

3.16.3 - Indemnités de rupture de contrat de travail

Le cas échéant, les indemnités de rupture de contrat de travail font l'objet d'une évaluation actuarielle et sont provisionnées à hauteur de l'engagement en résultant.

Pour tous ces engagements induisant le versement d'indemnités de rupture de contrat de travail, l'incidence des variations d'hypothèses est prise en compte en résultat de l'exercice au cours duquel les modifications interviennent.

3.17 - Rémunération en actions

Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les options d'achat et de souscription d'actions et les attributions gratuites d'actions accordées aux salariés du groupe sont évaluées à leur date d'octroi.

La valeur des options d'achat et de souscription d'actions est notamment fonction du prix d'exercice et de la durée de vie de l'option, du prix actuel des actions sous-jacentes, de la volatilité attendue du prix de l'action, des dividendes attendus sur les actions et du taux d'intérêt sans risque pour la durée de vie de l'option. Cette valeur est enregistrée en charges de personnel (rubrique « Rémunération en actions ») linéairement entre la date d'octroi et la date d'exercice – période d'acquisition des droits – avec une contrepartie directe en capitaux propres pour les plans dénoués en actions et en dette vis-à-vis du personnel pour les plans dénoués en trésorerie. Le Groupe a opté pour l'application rétrospective des dispositions de la norme IFRS 2 pour les plans dénoués en actions et en trésorerie. Les nouveaux plans émis sont valorisés conformément à la norme IFRS 2 en utilisant un modèle de loi binomiale.

La juste valeur d'une action attribuée gratuitement correspond au prix de marché de l'action à la date d'attribution ajusté de la perte de dividendes attendus pendant la période d'acquisition. Cette charge est constatée de manière linéaire sur la période d'acquisition et, le cas échéant, ajustée de l'évolution de la probabilité d'atteinte des conditions de performance.

3.18 - Actions propres

Conformément à IAS 32, les achats d'actions propres sont enregistrés en diminution des capitaux propres sur la base de leur coût d'acquisition. Lors de la cession d'actions propres, les gains et pertes sont inscrits dans les réserves consolidées pour leurs montants nets d'impôt.

Note 4 - Information sectorielle

Le Groupe a comme cœur de métier la mise à disposition d'information locale, principalement en France, au travers de l'édition d'annuaires en ligne et imprimés, ainsi que la publication de contenus éditoriaux facilitant la recherche et le choix des utilisateurs. Au travers de ses filiales, le Groupe PagesJaunes exerce 3 métiers complémentaires : éditeur de contenus et services, média, et régie publicitaire. Son offre est constituée d'une gamme diversifiée de produits et de services associée à ces activités, à destination du grand public et des professionnels.

Le modèle économique du Groupe repose sur celui des médias : proposer des contenus de qualité générant de l'audience, monétiser cette audience, globale ou par segments, auprès des professionnels.

Les activités du Groupe se décomposent en trois segments :

- Internet :

Il s'agit des activités exercées au travers d'Internet, dont les produits principaux sont la création et la commercialisation de contenus et d'espaces publicitaires, le référencement, la publicité ciblée et la mise à disposition d'espaces publicitaires aux annonceurs locaux et nationaux (activité souvent appelée « display »), ainsi que toute une gamme de services et produits permettant la mise à disposition et la diffusion d'information à contenu local. L'activité Internet du Groupe est principalement réalisée en France, mais aussi en Espagne (ODQ Media), au Luxembourg (Editus, jusqu'en septembre 2012) et sur 12 pays au travers de l'entité Yelster Digital (anciennement 123people).

Dans ce segment sont regroupées les activités d'annuaires en ligne de « pagesjaunes.fr » et « pagespro.com », la création et commercialisation de contenus et espaces publicitaires de type « search » et « display », notamment au travers de la régie publicitaire Internet Horizon Média, ainsi que les petites annonces en ligne « annoncesjaunes.fr » et

« avendrealouer.fr ».

Le Groupe est l'un des principaux acteurs européens pour la fabrication et hébergement de sites, et propose à ses clients des solutions d'optimisation et de visibilité sur le web de type « SEO » (référencement naturel) ou « SEM » (référencement payant).

Ce segment inclut les services d'itinéraires, de géo-localisation et de réservations en ligne des marques Mappy et UrbanDive, et les offres promotionnelles « couponing » avec 123deal, et la promotion digitale

La recherche de personnes et de profils en ligne avec 123people, la demande de devis en ligne et la mise en relation des acteurs de l'industrie du BTP avec Sotravo (anciennement Keltravo), le site de contenu thématique ComprendreChoisir.com édité par Fine Media, et les offres de marketing direct reposant sur l'envoi de courriers électroniques (« emailing ») sont également intégrées dans ce segment.

- Annuaires imprimés :

Il s'agit de l'activité historique du Groupe, relative à l'édition, la distribution et la vente d'espaces publicitaires dans les annuaires imprimés (PagesJaunes, *l'Annuaire*, annuaires QDQ Media en Espagne, et Editus au Luxembourg jusqu'en septembre 2012).

- Autres Activités :

Il s'agit d'une part d'activités spécifiques de PagesJaunes : services de renseignements par téléphone et par SMS (118 008), Minitel, et l'annuaire inversé QuiDonc. Ce segment inclut également certaines activités de PJMS (anciennement PagesJaunes Marketing Services) : télémarketing, datamining (traitement de bases de données), génération de fichiers, traitements de prospects et activités de marketing direct traditionnel (saisie et affranchissements).

4.1 - Par secteur d'activité

Le tableau ci-après présente la répartition des principaux agrégats en fonction des secteurs d'activité pour les périodes closes aux 31 décembre 2012 et 2011 :

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	Période close le 31 décembre 2012	Période close le 31 décembre 2011 *
Chiffre d'affaires	1 066 212	1 101 636
- Internet	622 746	575 014
- Annuaire imprimés	416 609	490 680
- Autres activités	26 857	35 942
Marge brute opérationnelle	464 492	487 897
- Internet	269 640	254 763
- Annuaire imprimés	184 774	222 123
- Autres activités	10 078	11 010
Dotations amortissements corporelles & incorporelles	(36 693)	(25 381)
- Internet	(31 065)	(14 561)
- Annuaire imprimés	(5 095)	(9 947)
- Autres activités	(533)	(873)
Investissements corporels & incorporels	42 629	44 154
- Internet	41 592	38 799
- Annuaire imprimés	844	4 635
- Autres activités	193	720

* Retraité de la non-activation de la rémunération fixe de la force de vente et de l'application anticipée de la norme IAS 19R (cf. note 2)

4.2 - Par zone géographique

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	Période close le 31 décembre 2012	Période close le 31 décembre 2011 *
Chiffre d'affaires contributif	1 066 212	1 101 636
- France	1 031 510	1 062 194
- Autres	34 702	39 442
Actifs	866 165	855 324
- France	673 889	673 706
- Autres	36 582	60 979
- Non affecté	155 694	120 639

* Retraité de la non-activation de la rémunération fixe de la force de vente et de l'application anticipée de la norme IAS 19R (cf. note 2)

Note 5 - Variation du périmètre de consolidation

Les principales opérations intervenues au cours des exercices 2012 et 2011 sont les suivantes :

2012

Le 31 décembre 2012, PagesJaunes Groupe a acquis 100% des actions et droits de vote de la société Chronorest. Fondée en 2008, elle dispose du deuxième portail Internet de France dans son domaine, avec des solutions pour Internet fixe, mobile, tablettes, TV connectée, permettant de commander un repas auprès des restaurants référencés à proximité, parmi les 800 établissements partenaires en France.

Le 1^{er} octobre 2012, Euro Directory a cédé 38,9% du capital d'Editus Luxembourg à P&T Luxembourg, jusqu'ici déjà actionnaire à hauteur de 51% d'Editus. Suite à cette cession, Euro Directory reste actionnaire d'Editus à hauteur de 10,1%.

Le Groupe maintient néanmoins son partenariat stratégique avec P&T Luxembourg et continuera d'apporter ses technologies et son savoir faire sur Internet, avec l'objectif d'accompagner la transformation numérique des activités d'Editus. Dans cette perspective, le reliquat de la participation est consolidé par mise en équivalence.

2011

Le 1^{er} avril 2011, PagesJaunes Groupe a acquis 100% des actions et droits de vote de la société A Vendre A Louer. Créée en 1986, première solution de diffusion d'annonces immobilières pour les professionnels, A Vendre A Louer est devenue un acteur de référence sur le marché des petites annonces immobilières en ligne.

Le 24 mai 2011, PagesJaunes Groupe a acquis 100% des actions et droits de vote de la société ClicRDV. Créé en 2006, ClicRDV est leader des solutions de prise de rendez-vous par Internet et propose aujourd'hui une réponse adaptée aux besoins spécifiques de tous les professionnels, grands comptes, professions libérales, PME et administrations.

Le 29 juillet, PagesJaunes Groupe a acquis 100% des actions et droits de vote de la société Fine Media. Créée en 2007, elle a conçu le site ComprendreChoisir.com et a développé environ 300 sites de contenus thématiques à destination du grand public, permettant aux internautes de mieux comprendre et bien choisir sur 5 univers : Maison/Travaux, Argent/Droit, Conso/Pratique, Santé/Beauté et Business.

Investissements dans les entreprises associées

A compter du 1^{er} octobre 2012, Editus est consolidée par mise en équivalence (cf. supra).

Le 27 avril 2011, PagesJaunes Groupe a souscrit à hauteur de 40% au capital de Relaxevents, créée le 22 mars. Relaxevents est consolidée par mise en équivalence.

Le 30 novembre, PagesJaunes Groupe a acquis 49% des actions et droits de vote de la société Leadformance, leader de la localisation de points de vente sur Internet. Le Groupe enrichit ainsi son offre de communication digitale pour les grands annonceurs.

Note 6 - Charges de personnel

(en milliers d'euros, sauf les effectifs)	31 décembre 2012	31 décembre 2011*
Effectif moyen (équivalent temps plein)	4 554	4 426
Salaires et charges	(371 074)	(350 416)
dont : - Traitements et salaires	(251 865)	(240 995)
- Charges sociales	(109 538)	(98 959)
- Taxes sur les salaires et autres	(9 671)	(10 462)
Rémunération en actions (1)	(2 319)	(1 862)
dont : - Stocks options et actions gratuites	(1 314)	(1 511)
- Charges sociales attributions de stock options et d'actions gratuites	(1 005)	(351)
Participation des salariés (2)	(14 706)	(14 137)
Total charges de personnel	(388 099)	(366 415)

* Retraité de la non-activation de la rémunération fixe de la force de vente et de l'application anticipée de la norme IAS 19R (cf. note 2)

(1) cf. note 25

(2) y c. forfait social

Note 7 - Autres produits et charges d'exploitation

Cette rubrique inclut notamment le résultat des opérations de cession des actifs non financiers, les pertes de valeur sur écarts d'acquisition et sur immobilisations.

Note 8 - Résultat financier

Le résultat financier se décompose de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Intérêts et assimilés sur actifs financiers	387	96
Résultat de cession d'actifs financiers	3 696	1 419
Variation de la juste valeur des instruments de couverture	325	1 202
Dividendes reçus	169	151
Produits financiers	4 577	2 868
Intérêts sur dettes financières	(90 900)	(82 908)
Produits / (charges) sur instruments de couverture	(29 296)	(30 110)
Variation de la juste valeur des instruments de couverture	(3 969)	(15)
Amortissement des frais d'émission d'emprunts	(13 501)	(12 853)
Autres frais & honoraires financiers	(597)	(478)
Coût de désactualisation (1)	(2 387)	(2 669)
Charges financières	(140 650)	(129 033)
Gain (perte) de change	-	-
Résultat financier	(136 073)	(126 165)

(1) Le coût de désactualisation correspond à l'accroissement, au cours de l'exercice, de la valeur actuelle des engagements de retraite (cf. note 24) et de la dette sur instruments de couverture (cf. note 16).

Note 9 - Impôt sur les sociétés

9.1 - Preuve d'impôt groupe

L'impôt sur les sociétés de l'année résulte de l'application du taux effectif de fin d'exercice au résultat avant impôts.

Le rapprochement entre l'impôt théorique calculé sur la base du taux légal d'imposition en France et l'impôt effectif est le suivant :

(en milliers d'euros)	Période close le 31 décembre 2012	Période close le 31 décembre 2011 *
Résultat net des activités poursuivies avant impôt	270 955	317 401
Pertes de valeur des écarts d'acq. et var. compté prix	139	-
Quote-part de résultat des entreprises associées	(931)	(184)
Résultat net des activités poursuivies hors Q-P des entreprises associées avant impôt	271 887	317 584
Taux légal d'imposition en France	34,43%	34,43%
Impôt théorique	(93 620)	(109 355)
Sociétés en pertes non intégrées fiscalement	(615)	(1 304)
Dépréciation prêt et compte courant QDQ Media	288	254
Rémunération en actions	(453)	(520)
Filiales étrangères	590	168
Imputation de déficits antérieurs non reconnus	-	192
Cotisation à la Valeur Ajoutée des Entreprises (après IS)	(8 811)	(8 884)
Plafonnement de déductibilité des intérêts financiers	(6 069)	-
Taxe additionnelle de 5%	(4 474)	(5 296)
Autres produits et charges non taxables	755	(1 074)
Impôt effectif	(112 407)	(125 818)
<i>dont impôt courant</i>	<i>(110 542)</i>	<i>(114 887)</i>
<i>dont impôt différé</i>	<i>(1 865)</i>	<i>(10 931)</i>
Taux d'imposition effectif	41,34%	39,62%

* Retraité de la non-activation de la rémunération fixe de la force de vente et de l'application anticipée de la norme IAS 19R (cf. note 2)

9.2 - Impôt au bilan

La position bilantielle nette est détaillée comme suit :

(en milliers d'euros)	Période close le 31 décembre 2012	Période close le 31 décembre 2011 *
Indemnités de départ en retraite	26 060	20 915
Participation des salariés	4 278	4 706
Provisions non déductibles	4 573	4 570
Instruments de couverture	18 859	19 436
Reports déficitaires	593	-
Autres différences	1 071	1 186
Sous-total impôts différés actifs	55 434	50 813
Cotisation sur valeur ajoutée des entreprises	(90)	(165)
Frais d'émission d'emprunts	(13 184)	(11 641)
Marque 123people	(1 132)	(1 132)
Amortissements à caractère fiscal	(16 007)	(13 432)
Sous-total impôts différés passifs	(30 413)	(26 370)
Total impôts différés actifs / (passifs), nets	25 021	24 443
<i>Impôts différés à l'actif</i>	<i>26 023</i>	<i>25 719</i>
<i>Impôts différés au passif</i>	<i>(1 002)</i>	<i>(1 276)</i>

* Retraité de la non-activation de la rémunération fixe de la force de vente et de l'application anticipée de la norme IAS 19R (cf. note 2)

Aucun impôt différé actif relatif aux déficits reportables de QDO Media n'a été comptabilisé au bilan, cette société ayant enregistré un résultat net déficitaire en 2012. Le montant de l'impôt différé non reconnu est estimé à 63,4 millions d'euros au 31 décembre 2012.

PagesJaunes Groupe a opté, pour le régime de l'intégration fiscale prévu aux articles 223 A et suivants du Code Général des Impôts. Cette option vise à constituer un groupe fiscalement intégré comprenant, outre PagesJaunes Groupe, l'ensemble de ses filiales françaises remplissant les conditions requises pour en devenir membres.

Les impôts différés actifs au bilan passent de 25,7 millions d'euros au 31 décembre 2011 à 26,0 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Au bilan du 31 décembre 2012, l'impôt sur les sociétés représente une créance de 3,0 millions d'euros et une dette d'un montant de 0,1 million d'euros. Au 31 décembre 2011, l'impôt sur les sociétés représentait une créance de 5,4 millions d'euros et une dette d'un montant de 0,1 million d'euros. L'impôt décaissé au cours de l'exercice 2012 est de 107,5 millions d'euros contre 117,9 millions d'euros en 2011.

Note 10 - Résultat par action

En 2012, le résultat net s'élève à 158,5 millions d'euros. Le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation est de 277,7 millions, déduction faite des actions propres. Le résultat net par action de l'ensemble consolidé s'élève donc à 0,57 euro et à 0,55 euro en considérant l'effet potentiellement dilutif lié à l'existence, en moyenne sur l'exercice 2012, de 8,7 millions d'options de souscription d'actions et d'actions gratuites (cf. note 25).

En 2011, le résultat net s'élève à 191,6 millions d'euros. Le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation est de 280,2 millions, déduction faite des actions propres. Le résultat net par action de l'ensemble consolidé s'élève donc à 0,68 euro et à 0,66 euro en considérant l'effet potentiellement dilutif lié à l'existence, en moyenne sur l'exercice 2011, de 7,9 millions d'options de souscription d'actions et d'actions gratuites (cf. note 25).

Note 11 - Ecart d'acquisition des sociétés intégrées

Ventilation de la valeur nette des écarts d'acquisition par secteur d'activité :

(en milliers d'euros)	Période close le 31 décembre 2012			Période close le 31 décembre 2011 *			Variation Valeur nette
	Valeur brute	Pertes de valeur cumulées	Valeur nette	Valeur brute	Pertes de valeur cumulées	Valeur nette	
Internet	155 560	(73 282)	82 278	162 961	(68 882)	94 079	(11 801)
Annuaire imprimés	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	155 560	(73 282)	82 278	162 961	(68 882)	94 079	(7 401)

L'évolution de la valeur nette des écarts d'acquisition s'analyse de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	2012	2011
Solde en début d'exercice	94 079	66 687
Acquisitions / cessions	(7 401)	27 396
Pertes de valeur	(4 400)	-
Reclassements et autres	-	(4)
Solde en fin d'exercice	82 278	94 079

La valeur des écarts d'acquisition a fait l'objet d'un examen dans le cadre de l'arrêté des comptes consolidés, selon la méthode décrite en note 3.8 – Principes comptables, sur la base de plans d'affaires, d'un taux de croissance perpétuelle situé entre 2% et 2,5% et d'un taux d'actualisation après impôt compris entre 9,0% et 12,0% selon les unités génératrices de trésorerie. Ces taux sont basés sur des études sectorielles publiées.

Les hypothèses retenues pour la détermination des valeurs recouvrables sont de nature similaire d'une UGT à l'autre ; il peut s'agir des données de marché, du taux de pénétration des supports ou des produits sur le marché, du chiffre d'affaires (nombre d'annonceurs, revenu moyen par annonceur), des niveaux de marge brute opérationnelle. Les valeurs assignées à chacun de ces paramètres sont le reflet de l'expérience passée, affectée des évolutions anticipées sur la période du plan. Ces paramètres constituent les principaux facteurs de sensibilité.

En 2012, une perte de valeur des écarts d'acquisition a été constatée pour un montant de 4,4 millions d'euros. Cette perte de valeur fait partie du processus habituel des tests d'évaluation des actifs opérés chaque année. Elle est principalement liée au changement d'algorithme de référencement d'un moteur de recherche qui a provoqué une chute brutale du trafic d'une UGT

conduisant à une baisse de son chiffre d'affaires et de sa marge, ainsi qu'à un effet de base défavorable sur son plan d'affaires.

En termes de sensibilité, une augmentation de 1% du taux d'actualisation sur l'ensemble des UGT conduirait à diminution de la valeur recouvrable de 18 millions d'euros et à une dépréciation de 6 millions d'euros. Inversement, une diminution de 1% du taux d'actualisation conduirait à une augmentation de la valeur recouvrable de 24 millions d'euros.

Une augmentation du taux de croissance perpétuelle de 0,5% conduirait à augmentation de la valeur recouvrable de 9 millions d'euros. Inversement, une diminution du taux de croissance perpétuelle de 0,5% conduirait à une diminution de la valeur recouvrable de 8 millions d'euros et à une dépréciation de 2 millions d'euros.

Une augmentation de 1% du taux de marge de la dernière année des plans d'affaires conduirait à une augmentation de la valeur recouvrable de 11 millions d'euros. Inversement, une diminution de 1% du taux de marge de la dernière année des plans d'affaires conduirait à une diminution de la valeur recouvrable de 11 millions d'euros et à une dépréciation de 2 millions d'euros.

Aucune perte de valeur n'a été enregistrée en 2011.

Note 12 - Autres immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	31 décembre 2012			31 décembre 2011		
	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette
Logiciels et applications support	163 144	(102 485)	60 659	134 991	(77 773)	57 218
Marque 123people	4 526	-	4 526	4 526	-	4 526
Autres immobilisations incorporelles	6 505	(2 303)	4 202	6 420	(1 726)	4 694
Total	174 175	(104 788)	69 387	145 937	(79 499)	66 438

Aucune perte de valeur significative n'a été constatée aux 31 décembre 2012 et 2011.

L'évolution de la valeur nette des autres immobilisations incorporelles s'analyse de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Solde en début d'exercice	66 438	49 154
Acquisitions	16 540	13 167
Immobilisations générées en interne (1)	17 898	21 666
Effet des variations de périmètre (2)	(678)	240
Ecart de conversion	2	-
Reclassements	(1 350)	-
Cessions et amortissements accélérés	(1 762)	(1 220)
Dotations aux amortissements	(27 701)	(16 569)
Solde en fin d'exercice	69 387	66 438

(1) concerne l'ensemble des frais de développement activés

(2) en 2012, concerne pour l'essentiel la cession de 38,2% d'Editus. En 2011, concerne pour l'essentiel les acquisitions de A Vendre A Louer et Fine Media

La hausse des investissements réalisés par le Groupe est liée au lancement de nouveaux produits et services à destination des clients, et à l'enrichissement des fonctionnalités des sites Internet fixe et mobile du Groupe. Une partie de ces investissements est réalisée par des équipes internes.

Note 13 - Immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	31 décembre 2012			31 décembre 2011		
	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette
Terrains et constructions	-	-	-	1 509	(266)	1 243
Informatique et terminaux	55 844	(45 157)	10 687	52 635	(40 651)	11 984
Autres	43 360	(28 567)	14 793	41 376	(26 380)	14 996
Total	99 204	(73 724)	25 480	95 520	(67 297)	28 223

Aucune perte de valeur significative n'a été constatée aux 31 décembre 2012 et 2011.

L'évolution de la valeur nette des immobilisations corporelles s'analyse de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Solde en début d'exercice	28 223	27 694
Acquisitions d'immobilisations corporelles	8 302	9 321
Effet des variations de périmètre (1)	(2 159)	92
Ecart de conversion	1	-
Reclassements	486	-
Cessions et mises au rebut	(381)	(72)
Dotation aux amortissements	(8 992)	(8 812)
Solde en fin d'exercice	25 480	28 223

(1) en 2012, concerne pour l'essentiel la cession de 38,2% d'Editus. En 2011, concerne pour l'essentiel les acquisitions de A Vendre A Louer et Trazada

Note 14 - Autres actifs disponibles à la vente

Cette rubrique inclut les titres de participation classés en actifs disponibles à la vente au sens de la norme IAS 39.

Note 15 - Autres actifs financiers non courants

Les autres actifs financiers comprennent essentiellement la partie long terme des dépôts de garantie.

Note 16 - Instruments financiers dérivés

PagesJaunes Groupe utilise des instruments financiers dérivés dans le cadre de la gestion du risque de taux associé à la dette bancaire à taux variable. PagesJaunes Groupe a mis en œuvre les procédures et la documentation nécessaires pour justifier la mise en œuvre d'une comptabilisation de couverture au sens de l'IAS 39.

Ces opérations viennent en couverture des flux de trésorerie relatifs à la dette à taux variable (cf. note 26). Les tests d'efficacité prospectifs mis en œuvre par PagesJaunes Groupe lors de l'initiation de ces opérations ainsi que les tests rétrospectifs réalisés aux 31 décembre 2012 et 2011, ont permis de démontrer que ces instruments financiers offraient une couverture totalement efficace des flux de trésorerie relatifs à cette dette bancaire.

Comptabilisation et éléments d'actifs et de passifs relatifs à ces instruments financiers dérivés

La juste valeur de ces instruments financiers dérivés s'établit comme suit :

en milliers d'euros	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Swaps de taux d'intérêt – couverture de flux de trésorerie	(50 611)	(56 106)
Swap de taux d'intérêt – couverture de juste valeur	-	(325)
Collars – couverture de juste valeur	(3 969)	-
Actif / (passif)	(54 580)	(56 431)
<i>Dont non courant</i>	<i>(21 507)</i>	<i>(56 106)</i>
<i>Dont courant</i>	<i>(33 073)</i>	<i>(325)</i>

La variation de juste valeur des instruments financiers dérivés (qualifiés de couverture de flux de trésorerie) entre le 31 décembre 2011 et le 31 décembre 2012, soit une hausse de 5,5 millions d'euros pour les swaps de taux d'intérêt, a été constatée en capitaux propres recyclables, après constatation d'un impôt différé de 1,9 million d'euros.

La variation du collar (qualifié de couverture de juste valeur) a été constatée en charges financières (cf. note 8), pour un montant de 4,0 millions d'euros. Un impôt différé de 1,4 million d'euros a été constaté à ce titre.

Aucune inefficacité n'a été comptabilisée au titre des couvertures de flux de trésorerie.

Note 17 - Stocks nets

Les stocks sont principalement composés de papier pour la production des annuaires imprimés et d'en cours de production de service relatifs à la fabrication des annonces (produits imprimés et en ligne) et des sites internet.

Ils sont, le cas échéant, dépréciés lorsque les perspectives commerciales peuvent entraîner un risque d'écoulement pour une valeur inférieure à la valeur au bilan.

Aucune mise au rebut significative n'a été comptabilisée au cours des exercices 2012 et 2011.

Note 18 - Créances clients

La décomposition en valeur brute et dépréciations des comptes clients est la suivante :

en milliers d'euros	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Créances clients brutes	453 533	466 516
Provisions pour dépréciation (1)	(21 588)	(24 450)
Créances nettes avant dépréciation statistique	431 945	442 066
Provisions pour dépréciation statistique (1)	(2 062)	(2 754)
Créances clients nettes	429 883	439 312

(1) cf. note 21 – Variations des provisions pour dépréciation des actifs

Au 31 décembre, les créances clients ont les échéances suivantes :

en milliers d'euros	Total (1)	Non échues (1)	Echues et non dépréciées (1)					
			< 30 jours	entre 31 et 60 jours	entre 61 et 90 jours	entre 91 et 180 jours	entre 181 et 360 jours	> à 360 jours
2012	431 945	387 084	17 782	8 242	4 539	7 737	6 250	311
2011	442 066	392 770	17 995	9 319	5 084	8 267	7 507	1 124

(1) Hors provisions pour dépréciation statistiques d'un montant total de 2 062K€ au 31 décembre 2012 et 2 754K€ au 31 décembre 2011

Le portefeuille des créances clients du Groupe ne présente pas de risque de concentration important (plus de 677 000 annonceurs dont 647 000 en France). En France, les 20 premiers annonceurs de PagesJaunes représentent 1,2% de ce chiffre d'affaires (1,3% en 2011) et les annonceurs des 10 premières rubriques professionnelles représentent 16,1% du chiffre d'affaires de PagesJaunes (15,5% en 2011). En France, les provisions pour risques clients demeurent à un niveau très faible, avec un taux de dotations nettes par rapport au chiffre d'affaires de 0,43% en 2012 contre 0,41% en 2011.

Note 19 – Coût d'acquisition de contrats

Les coûts d'acquisition de contrats représentent les coûts variables de la force de vente liés à la commercialisation de produits publicitaires dans les annuaires imprimés et sur les supports digitaux. Ces coûts incrémentaux et directs d'obtention de commandes clients sont activés au bilan sur ce poste et sont comptabilisés en charges sur la durée de vie des commandes clients, c'est-à-dire en fonction de la parution des annonces et de la reconnaissance du chiffre d'affaires.

Note 20 - Autres actifs courants

Les autres actifs courants se décomposent comme suit :

en milliers d'euros	31 décembre 2012	31 décembre 2011
TVA à recevoir	14 544	17 765
Divers Etat à recevoir	13	12
Avances, acomptes & avoirs à recevoir fournisseurs	5 455	4 494
Autres actifs courants	6 555	6 704
Total	26 567	28 975

Note 21 - Variations des provisions pour dépréciation des actifs

(en milliers d'euros)	Solde en début de période	Dotations	Reprises provisions non utilisées	Reprises provisions utilisées	Autres mouvements ⁽¹⁾	Solde en fin de période
2011						
Créances clients	25 728	6 620	(1 339)	(3 995)	190	27 204
Autres actifs	-	-	-	-	-	-
2012						
Créances clients	27 204	6 898	(482)	(9 909)	(62)	23 650
Autres actifs	-	88	-	-	-	88

(1) dont entrée de périmètre de Chronorestro 24 K€ au 31 décembre 2012 et cession Editus (86 K€) au 1^{er} octobre 2012

Les créances relatives aux annuaires à paraître font l'objet d'une provision en fonction d'un taux statistique observé de manière empirique sur les historiques des 5 dernières années parues.

Note 22 - Capitaux propres

22.1 - Capital social

Aux 31 décembre 2011 et 2012, le capital social de PagesJaunes Groupe d'un montant de 56,2 millions d'euros est divisé en 280 984 754 actions ordinaires de 0,20 euro de valeur nominale unitaire. Il est entièrement libéré.

Le capital de PagesJaunes Groupe est détenu à hauteur de 54,68% par Médiannuaire SAS aux 31 décembre 2011 et 2012.

22.2 - Autres réserves et autres éléments du résultat global

Les autres réserves consolidées et autres éléments du résultat global sont négatifs à hauteur de 2 310,2 millions d'euros au 31 décembre 2012 (2 500,4 millions d'euros au 31 décembre 2011) et se composent essentiellement de :

- de la part des distributions excédant le résultat de l'exercice, relative essentiellement à la distribution exceptionnelle opérée en novembre 2006 d'un montant de 2 519,7 millions d'euros ;
- la perte de juste valeur des instruments financiers dérivés entre leur date de conclusion et le 31 décembre 2012 pour un montant avant impôt de 50,6 millions d'euros (56,1 millions d'euros au 31 décembre 2011) et d'un impôt correspondant de 17,4 millions d'euros (19,3 millions d'euros au 31 décembre 2011) ;
- la contrepartie de la charge de rémunération en actions pour la part dénouée en instruments de capitaux propres d'un montant de 61,1 millions d'euros (59,9 millions d'euros au 31 décembre 2011), cf note 25.

L'horizon prévisionnel de recyclage des réserves relatives aux instruments de financiers, générées dans le cadre de la mise en œuvre de la comptabilité de couverture au sens d'IAS 39, se situe entre 2 et 4 ans (cf. note 16, échéance de ces instruments).

22.3 - Actions propres

Un contrat de liquidité a été mis en place en 2008 avec un prestataire de services d'investissement. Il est reconductible d'année en année. Les moyens affectés à la mise en œuvre de ce contrat se sont élevés à 8,0 millions d'euros.

Au titre de ce contrat, au 31 décembre 2012, la Société détient 1 328 711 de ses propres actions, comptabilisées en diminution des capitaux propres et 1,7 million d'euros de liquidités classées dans la rubrique trésorerie et équivalents de trésorerie.

Par ailleurs, PagesJaunes Groupe a racheté en 2011, 2 000 000 d'actions propres hors contrat de liquidité pour un montant total de 6,0 millions d'euros.

Ainsi, au 31 décembre 2012, PagesJaunes Groupe détenait un total 3 328 711 de ses propres actions.

Au 31 décembre 2011, la Société détenait 1 203 500 de ses propres actions et 1,9 million d'euros de liquidités au titre du contrat de liquidité.

22.4 - Dividendes

Pas de distribution de dividende en 2012.

En 2011, dividende mis en paiement le 23 juin 2011 s'est élevé à 162,7 millions d'euros, soit 0,58 euro par action.

Note 23 - Dettes fournisseurs

Les dettes fournisseurs ne portent pas intérêt et sont en principe payables entre 30 jours et 60 jours.

Note 24 - Avantages du personnel, provisions et autres passifs

Ils se décomposent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2012	31 décembre 2011*
Avantages postérieurs à l'emploi	73 868	59 017
Autres avantages à long terme	9 456	8 294
Avantages du personnel - non courants (1)	83 324	67 311
Autres provisions pour risques	5 890	5 915
Provisions pour litiges sociaux - fiscaux	443	443
Provisions – non courantes	6 333	6 358

* Retraité de la non-activation de la rémunération fixe de la force de vente et de l'application anticipée de la norme IAS 19R (cf. note 2)

(1) Cf. détails note suivante. Les avantages du personnel non courants concernent les entités françaises.

(en milliers d'euros)	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Personnel (1)	76 359	74 188
Organismes sociaux	48 014	44 091
Total avantages du personnel – courants	124 373	118 279
TVA à payer	83 526	86 906
Divers Etat à payer	9 321	8 704
Autres passifs courants	1 193	1 843
Autres passifs courants	94 040	97 453

(1) Principalement constitué de la participation des salariés et de provisions de charges de personnel

L'évolution des provisions est la suivante :

(en milliers d'euros)	Solde en début d'exercice	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice (provision non utilisée)	Reprise de l'exercice (provision utilisée)	Variations de périmètre, reclassements et autres	Solde en fin d'exercice
Provisions pour litiges sociaux et fiscaux	6 737	587	(1 288)	(12)	-	6 024
Autres provisions pour risques	517	24	(20)	-	(19)	502
Total provisions	7 254	611	(1 308)	(12)	(19)	6 526
- dont non courant	6 358	558	(567)	(12)	(4)	6 333
- dont courant	896	53	(741)	-	(15)	193

Engagements de retraite et autres avantages du personnel

(en milliers d'euros)	Avantages postérieurs à l'emploi	Autres avantages à long terme	Total 31 décembre 2012	Avantages postérieurs à l'emploi *	Autres avantages à long terme	Total 31 décembre 2011*
Variation de la valeur des engagements						
Valeur totale des engagements en début de période	60 607	8 294	68 901	56 323	8 108	64 432
Coût des services rendus	4 875	778	5 654	3 468	550	4 018
Coût de l'actualisation (charge d'intérêts)	2 114	274	2 388	2 401	319	2 720
Cotisations versées par les employés	-	-	-	-	-	-
Modification du régime	-	-	-	-	-	-
Réductions / liquidations	(900)	(27)	(927)	(1 075)	-	(1 075)
(Gains) / pertes actuariels	9 574	731	10 305	(413)	(401)	(814)
Prestations payées	(972)	(330)	(1 302)	(632)	(283)	(915)
Acquisitions	-	-	-	-	-	-
Cessions / transferts d'activité	227	22	249	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-
Autres	242	-	242	-	-	-
Valeur totale des engagements en fin de période (A)	75 767	9 743	85 510	60 072	8 294	68 366
<i>Engagements de fin de période afférent à des régimes intégralement ou partiellement financés</i>	<i>73 165</i>	<i>-</i>	<i>73 165</i>	<i>58 499</i>	<i>-</i>	<i>58 499</i>
<i>Engagements de fin de période afférent à des régimes non financés</i>	<i>2 602</i>	<i>9 743</i>	<i>12 345</i>	<i>1 573</i>	<i>8 294</i>	<i>9 867</i>
Variation des actifs de couverture						
Juste valeur des actifs de couverture en début de période	28	-	28	25	-	25
Produits financiers sur les actifs de couverture	1	-	1	3	-	3
Gains / (pertes) sur actifs de couverture	-	-	-	-	-	-
Cotisations versées par l'Employeur	-	-	-	-	-	-
Cotisations versées par les employés	-	-	-	-	-	-
Réductions / liquidations	-	-	-	-	-	-
Prestations payées par le fonds	-	-	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-
Autres (écarts de conversion)	-	-	-	-	-	-
Juste valeur des actifs de couverture en fin de période (B)	29	-	29	28	-	28
Couverture financière						
Situation du régime (A) – (B)	75 738	9 743	85 481	60 044	8 294	68 338
Gains / (pertes) actuariels non reconnus	-	-	-	536	-	536
Coût des services passés non reconnu	-	-	-	-	-	-
Ajustement lié au plafonnement de l'actif	-	-	-	-	-	-
Provision / (actif) en fin de période	75 738	9 743	85 481	60 580	8 294	68 874
<i>dont provision / (actif) court terme</i>	<i>1 870</i>	<i>287</i>	<i>2 157</i>	<i>1 563</i>	<i>-</i>	<i>1 563</i>
<i>dont provision / (actif) long terme</i>	<i>73 868</i>	<i>9 456</i>	<i>83 324</i>	<i>59 017</i>	<i>8 294</i>	<i>67 311</i>
Charge de l'exercice						
Coût des services rendus	4 875	778	5 654	3 468	550	4 018
Coût de l'actualisation	2 114	274	2 388	2 401	319	2 720
Rendement attendu des actifs du régime	(1)	-	(1)	(3)	-	(3)
Amortissement des (gains) / pertes actuariels	-	731	731	(30)	(401)	(430)
Amortissement du coût des services passés	-	-	-	-	-	-
Effet de réductions / liquidations	(620)	(15)	(635)	(787)	-	(787)
Cessions / transferts d'activité	188	12	200	-	-	-
Ajustement lié au plafonnement de l'actif	-	-	-	-	-	-
Total charge de retraite	6 555	1 780	8 336	5 049	469	5 518
Evolution de la provision / (actif)						
Provision / (actif) en début de période	60 579	8 287	68 867	56 863	8 108	64 971
Charge de retraite	6 555	1 780	8 336	5 049	469	5 518
Charge de retraite des activités cédées	-	-	-	-	-	-
Cotisations versées par l'employeur	(972)	(330)	(1 302)	(632)	(283)	(915)
Prestations directement payées par l'employeur	-	-	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-
Gains / (pertes) actuariels	10 018	-	10 018	(413)	-	(413)
Autres	(442)	6	(437)	(288)	-	(288)
Provision / (actif) en fin de période	75 738	9 743	85 481	60 580	8 294	68 874
Hypothèses						
Taux d'actualisation (%)	2,75%	2,75%	2,75%	4,00%	4,00%	4,00%
Taux d'inflation attendu sur le long terme (%)	2,0%	2,00%	2,00%	2,0%	2,00%	2,0%
Taux de progression des salaires attendu sur le long terme (%)	en fonction des catégories de salariés et de leur âge			en fonction des catégories de salariés et de leur âge		
Rendement attendu sur les actifs du régime (%)	4,20%	-	-	4,20%	-	-
Durée résiduelle probable d'activité	14,5	14,5	14,5	14,7	14,7	14,7
Montant comptabilisé en charge au titre de la période	6 555	1 780	8 336	5 049	469	5 518

* Retraité de la non-activation de la rémunération fixe de la force de vente et de l'application anticipée de la norme IAS 19R (cf. note 2)

En 2012, la charge constatée au titre des plans de retraite à cotisations définies s'élève à 38,7 millions d'euros

Le taux d'actualisation retenu dans l'évaluation des engagements au 31 décembre 2012 est de 2,75%, contre 4% au 31 décembre 2011.

La norme IAS 19 fixe le taux d'actualisation comme étant égal au taux des obligations émises par les entreprises de première catégorie à une échéance égale à la maturité de l'engagement ; si le marché de ces obligations n'est pas liquide, le taux est égal au taux des obligations d'Etat (OAT) correspondantes.

A la date d'évaluation, dans la zone Euro, les taux des obligations privées de première catégorie (AA) se situent entre 2,50% et 3,00% selon le référentiel Bloomberg.

Le taux d'actualisation effectivement retenu dans la présente évaluation est ainsi conforme à la norme IAS 19.

L'amendement de la norme IAS 19

La norme IAS 19 a été amendée en juin 2011 par l'IAS Board et adoptée en juin 2012 par l'Union Européenne. Les évolutions de la norme IAS 19 portent principalement sur la disparition du principe de reconnaissance différée. Par conséquent, les écarts actuariels ont été reconnus en capitaux propres (en OCI) et les coûts de services passés directement en résultat.

Cette évolution de la norme ayant été appliquée par anticipation par le groupe au 31 décembre 2012, ces agrégats ont été reconnus de manière rétrospective en capitaux propres.

Sensibilité du taux d'actualisation sur les avantages postérieurs à l'emploi (IFC) :

Une hausse de 0,50% du taux d'actualisation entraîne une baisse de l'engagement de l'ordre de 7% soit environ 4,8 millions d'euros, tandis qu'une baisse de 0,50% du taux d'actualisation entraîne une hausse de l'engagement de l'ordre 7,6% soit environ 5,3 millions d'euros.

Sensibilité du taux d'actualisation sur les autres avantages à long terme (médailles du travail) :

Une hausse de 0,50% du taux d'actualisation entraîne une baisse de l'engagement de l'ordre de 5% (moins d'un million d'euros), tandis qu'une baisse de 0,50% du taux d'actualisation entraîne une hausse de l'engagement de l'ordre 5% (moins d'un million d'euros).

Pour l'ensemble des avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme, une hausse de 0,5% du taux d'actualisation entraîne une baisse de la charge de l'exercice de 0,2 million d'euros soit 0,1% du résultat de la période, tandis qu'une baisse de 0,50% du taux d'actualisation entraîne une hausse de la charge de l'exercice de 0,3 million d'euros soit 0,2% du résultat de la période.

La valeur actualisée de l'obligation au titre de ces engagements et les ajustements du régime liés à l'expérience pour l'année en cours et pour les quatre années précédentes se présentent comme suit :

(en milliers d'euros)	2012	2011*	2010	2009	2008
Valeur totale des engagements en fin de période	85 510	68 366	64 432	57 667	51 152
Juste valeur des actifs de couverture en fin de période	(29)	(29)	(25)	(577)	(2 034)
Situation du régime	85 481	68 337	64 406	57 089	49 118
(Gains) / pertes actuariels liés à l'expérience - passifs	(2 292)	(735)	(2 655)	272	190
(Gains) / pertes actuariels liés à l'expérience - actifs du régime	-	-	-	-	-

* Retraité de la non-activation de la rémunération fixe de la force de vente et de l'application anticipée de la norme IAS 19R (cf. note 2)

Note 25 - Stock options et actions gratuites

25.1 - Stock options

25.1.1 - Description des plans

Aucun plan de stock options n'a été consenti en 2012 et 2011 par PagesJaunes Groupe ou l'une de ses filiales.

25.1.2 - Description des modèles d'évaluation

Aucun plan de stock options n'a été consenti en 2012 et 2011 par PagesJaunes Groupe ou l'une de ses filiales.

25.1.3 - Evolution des plans de stock options sur l'exercice

	Nombre d'options 2012	Prix d'exercice moyen pondéré 2012	Nombre d'options 2011	Prix d'exercice moyen pondéré 2011
Options en circulation en début de période	7 611 283		7 994 484	
Plan de juillet 2010	1 231 500	8,59 €	1 319 000	8,59 €
Plan de décembre 2010	149 000	7,10 €	166 000	7,10 €
Plan de juillet 2009	951 250	6,71 €	1 039 000	6,71 €
Plan d'octobre 2009	67 000	8,84 €	87 000	8,84 €
Plan de décembre 2009	75 000	7,82 €	75 000	7,82 €
Plan de décembre 2007	2 394 384	14,46 €	2 483 484	14,46 €
Plan de juin 2005	2 743 149	11,72 €	2 825 000	11,72 €
Options attribuées	-	-	-	-
Plan de juillet 2010	-	-	-	-
Plan de décembre 2010	-	-	-	-
Plan de juillet 2009	-	-	-	-
Plan d'octobre 2009	-	-	-	-
Plan de décembre 2009	-	-	-	-
Plan de décembre 2007	-	-	-	-
Plan de juin 2005	-	-	-	-
Options exercées	-	-	-	-
Plan de juillet 2010	-	-	-	-
Plan de décembre 2010	-	-	-	-
Plan de juillet 2009	-	-	-	-
Plan d'octobre 2009	-	-	-	-
Plan de décembre 2009	-	-	-	-
Plan de décembre 2007	-	-	-	-
Plan de juin 2005	-	-	-	-
Options annulées, rendues caduques	(581 065)		(383 201)	
Plan de juillet 2010	(164 000)	8,59 €	(87 500)	8,59 €
Plan de décembre 2010	-	-	(17 000)	7,10 €
Plan de juillet 2009	(147 250)	6,71 €	(87 750)	6,71 €
Plan d'octobre 2009	-	-	(20 000)	8,84 €
Plan de décembre 2009	-	-	-	-
Plan de décembre 2007	(117 800)	14,46 €	(89 100)	14,46 €
Plan de juin 2005	(152 015)	11,72 €	(81 851)	11,72 €
Options en circulation en fin de période	7 030 218		7 611 283	
Plan de juillet 2010	1 067 500	8,59 €	1 231 500	8,59 €
Plan de décembre 2010	149 000	7,10 €	149 000	7,10 €
Plan de juillet 2009	804 000	6,71 €	951 250	6,71 €
Plan d'octobre 2009	67 000	8,84 €	67 000	8,84 €
Plan de décembre 2009	75 000	7,82 €	75 000	7,82 €
Plan de décembre 2007	2 276 584	14,46 €	2 394 384	14,46 €
Plan de juin 2005	2 591 134	11,72 €	2 743 149	11,72 €

Au 31 décembre 2012, les options des plans de juin 2005, décembre 2007, juillet, octobre, et décembre 2009 sont exerçables. La durée moyenne restant à courir jusqu'au début de la période d'exercice est de 7 mois pour le plan de juillet 2010, et de 12 mois pour le plan de décembre 2010.

25.2 - Attribution gratuite d'actions

25.2.1 - Description des plans

Le Conseil d'administration a été autorisé par l'assemblée générale extraordinaire du 7 juin 2011 à mettre en œuvre au profit de certains dirigeants et salariés du Groupe un plan d'attribution gratuite d'actions, au sens des articles L. 225-197-1 à L. 225-197-5 du Code de commerce, afin notamment de les associer au développement de la Société. Cette autorisation a été consentie pour une durée de 38 mois et le nombre total d'actions gratuites attribuées gratuitement au titre de cette résolution ne pourra représenter plus de 1,5% du capital de la Société à la date de cette assemblée générale, soit 4 214 771 actions.

Le Conseil d'administration a arrêté les conditions d'un premier plan d'attribution gratuites d'actions le 26 octobre 2011. Ce plan a donné lieu à une première attribution de 1 226 000 actions. Un second plan d'attribution gratuite d'actions a été arrêté le 16 décembre 2011, et a donné lieu à une attribution complémentaire de 84 000 actions.

Au 31 décembre 2012, il restait 1 220 000 actions attribuables gratuitement en circulation (1 310 000 actions au 31 décembre 2011). Ces actions seront définitivement acquises à l'issue d'une période d'acquisition se terminant le 31 décembre 2013, sous réserve que le bénéficiaire soit toujours salarié ou dirigeant du Groupe et que des conditions de performance soient satisfaites.

Le 11 décembre 2012, le Conseil d'administration a arrêté les conditions d'un troisième plan d'attribution gratuites d'actions pour 2 624 000 actions. Ces actions seront définitivement acquises à l'issue d'une période d'acquisition se terminant le 31 décembre 2014, sous réserve que le bénéficiaire soit toujours salarié ou dirigeant du Groupe et que des conditions de performance soient satisfaites.

La date d'attribution retenue pour l'évaluation de la charge correspond à la date de tenue du Conseil d'administration ayant attribué les options, le délai d'information des attributaires ayant été considéré comme raisonnable.

25.2.2 - Description des modèles d'évaluation

La juste valeur d'une action attribuée correspond au prix de marché de l'action à la date d'attribution ajusté de la perte de dividendes attendus pendant la période d'acquisition se terminant le 31 décembre 2014.

Date d'attribution en 2012	11 décembre
Cours du sous-jacent	1,755 €
Période d'acquisition	2,06 ans
Taux de dividende attendu	-
Juste valeur d'une action	1,755 €

La charge représentative du coût de ce plan d'attribution gratuite d'actions, qui tient compte d'un taux de départ annuel estimé à 15%, est amortie sur la période d'acquisition, soit 2,06 ans. Elle est ajustée en fonction de l'évolution de la probabilité d'atteinte des conditions de performance ou du

taux de départ effectifs au cours de cette période, et définitivement fixée sur la base du nombre d'actions effectivement distribuées à l'issue de cette période.

25.3 - Charge relative aux plans de stock options et aux attributions gratuites d'actions

L'impact des plans d'options de souscription d'actions et des attributions gratuites d'actions sur le compte de résultat de l'exercice 2012 s'élève à 2,3 million d'euros contre 1,9 million d'euros en 2011. Ces montants incluent les charges sociales relatives à la cotisation patronale assise sur la juste valeur des instruments attribués soit 30% en 2012 et 14% en 2011.

Ces plans sont prévus d'être dénoués en instruments de capitaux propres.

Note 26 - Trésorerie et équivalents de trésorerie, endettement financier net

L'endettement financier net correspond au total de l'endettement financier brut, diminué ou augmenté des instruments dérivés actifs et passifs de couverture de flux de trésorerie, et diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

(en milliers d'euros)	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Intérêts courus non échus	18	9
Equivalents de trésorerie	106 747	77 358
Trésorerie	4 723	5 315
Trésorerie brute	111 488	82 682
Découverts bancaires	(19 616)	(4 608)
Trésorerie nette	91 872	78 074
Emprunt bancaire	1 368 224	1 600 157
Emprunt obligataire	350 000	350 000
Ligne de crédit revolving tirée	75 807	-
Frais d'émission d'emprunts	(37 631)	(33 368)
Dettes de crédit-bail	119	91
Juste valeur des instruments de couverture (cf. note 16)	54 580	56 431
Intérêts courus non échus	16 720	7 412
Compléments de prix sur acquisition de titres	4 898	9 923
Autres dettes financières	836	2 155
Endettement financier brut	1 833 553	1 992 801
<i>dont courant</i>	<i>146 986</i>	<i>11 281</i>
<i>dont non courant</i>	<i>1 686 567</i>	<i>1 981 520</i>
Endettement net	1 741 681	1 914 727

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Au 31 décembre 2012, le montant des équivalents de trésorerie s'élèvent à 106,7 millions d'euros et sont principalement constitués d'OPCVM, dont certains investis dans le cadre du contrat de liquidité, et de comptes à terme rémunérés non bloqués.

Ils sont évalués, car gérés, sur la base de leur juste valeur.

Découvert bancaire

Le Groupe bénéficie d'un découvert autorisé de 20 millions d'euros auprès de certaines de ses banques.

Emprunt bancaire

Début 2012, PagesJaunes Groupe disposait d'un financement bancaire d'un montant total 1 900 millions d'euros, qui comprend d'une part, un emprunt moyen terme de 1 600 millions d'euros composé de deux tranches :

- Tranche A1 : nominal de 638,0 millions d'euros remboursable en totalité en novembre 2013 ;
- Tranche A3 : nominal de 962,0 millions d'euros remboursable en totalité en septembre 2015 ;

et d'autre part, une ligne de crédit revolving (RCF) d'environ 300 millions d'euros. La ligne de crédit revolving doit permettre le financement des besoins de trésorerie (besoins en fonds de roulement, investissements ou refinancement) du Groupe dans le cadre de ses activités opérationnelles et est utilisable notamment par tirage, émission de lettres de crédit ou mise en place de lignes bilatérales.

Le 9 novembre 2012, avec une date d'effet au 27 novembre, le Groupe a finalisé le refinancement de la tranche A1 et du RCF (qui était intégralement tiré, les fonds perçus à ce titre s'élevaient à 281,4 millions d'euros) aux conditions suivantes :

- conversion de la tranche A1 en tranche A5 pour 300,0 millions d'euros avec une extension de la maturité qui passe de novembre 2013 à septembre 2015,
- conversion du RCF en RCF3 pour 73,8 millions d'euros avec une extension de la maturité qui passe de novembre 2013 à septembre 2015,
- conversion du RCF en tranche A5 pour 56,5 millions d'euros avec une extension de la maturité qui passe de novembre 2013 à septembre 2015,
- amortissement contractuel de 191,1 millions d'euros en plusieurs échéances d'ici avril 2015 sur les tranches A3, A5 et RCF3,
- remboursement anticipé le 27 novembre de la tranche A1 pour 288,4 millions d'euros et du RCF pour 129,1 millions d'euros,
- augmentation modérée de la marge sur Euribor qui passe en moyenne de 264 points de base à 377 points de base, RCF inclus,
- mise en place d'une clause d'*excess cash-flow* sur la tranche A3, effective à compter de mars 2014.

Cette opération a engendré des frais estimés à 17,8 millions d'euros et l'extinction d'une partie de la dette bancaire. Cette dernière a conduit à la constatation d'un amortissement accéléré d'une partie des frais liés à l'émission de ce financement en 2006, et à sa renégociation en 2011 et 2012, pour un montant de 4,2 millions d'euros.

En application d'IAS 39, le refinancement du restant de l'emprunt bancaire n'a pas été qualifié d'extinction de dette. En conséquence, les frais non amortis ont été maintenus au bilan.

Le contrat de financement bancaire contient notamment des clauses de défaut et de remboursement anticipé obligatoire ainsi que les *covenants* financiers évolutifs suivants :

- le ratio de dette nette consolidée sur un agrégat proche de la MBO consolidée doit être inférieur ou égal à 4,00 du 31 décembre 2012 au 30 septembre 2013, et à 3,75 au-delà (MBO et dette nette consolidée tels que définis dans le contrat passé avec les établissements financiers) ;
- le ratio d'un agrégat proche de la MBO consolidée par la charge nette consolidée d'intérêts doit être supérieur ou égal à 3,00 sur la durée restante du contrat (MBO et dette nette consolidée tels que définis dans le contrat passé avec les établissements financiers).

Au 31 décembre 2012, ces *covenants* financiers sont respectés et aucune dette non courante n'a lieu d'être reclassée en courant. Ces ratios s'établissent respectivement à 3,71 et à 4,00.

En termes de sensibilités, une baisse de 2% de la MBO conduit à une augmentation du ratio de

levier financier (dette nette consolidée sur un agrégat proche de la MBO consolidée) de 0,07. Une baisse de 2% de la dette nette conduit à une diminution du même ratio de 0,08.

Il comporte en outre une clause de remboursement anticipé obligatoire en cas de changement de contrôle de la Société résultant de l'acquisition des actions de la Société.

Le taux de référence est Euribor ou Libor augmenté d'une marge.

Au 31 décembre 2012, la dette bancaire se décompose de la manière suivante :

- Tranche A1 : nominal de 49,6 millions d'euros à échéance novembre 2013, marge de 175 bps ;
- Tranche A3 : nominal de 962,0 millions d'euros dont 7,5 millions d'euros à échéance septembre 2013, 30,0 millions d'euros à échéance 2014 et le solde, soit 924,5 millions d'euros à échéance 2015, marge de 400 bps ;
- Tranche A5 : nominal de 356,4 millions d'euros dont 13,6 millions d'euros à échéance septembre 2013, 54,3 millions d'euros à échéance 2014 et le solde, soit 288,5 millions d'euros à échéance 2015, marge de 360 bps ;
- Ligne de crédit revolving RCF 1 : nominal de 22,0 millions d'euros à échéance novembre 2013, entièrement tirée au 31 décembre 2012, marge de 175 bps ;
- Ligne de crédit revolving RCF 3 : nominal de 73,8 millions d'euros dont 2,8 millions d'euros à échéance 2013, 11,2 millions d'euros à échéance 2014 et le solde, soit 59,8 millions d'euros à échéance 2015, elle est tirée à hauteur de 53,8 millions d'euros au 31 décembre 2012, marge de 360 bps.

Emprunt obligataire

PagesJaunes Groupe dispose, au travers de l'entité PagesJaunes Finance & Co SCA, d'un emprunt obligataire d'un montant de 350 millions d'euros. Cet emprunt porte intérêt à un taux fixe 8,875%, il est remboursable le 1^{er} juin 2018.

Compléments de prix sur acquisition de titres

Dans le cadre des acquisitions réalisées en 2011 et 2012, des compléments de prix pourraient être versés entre 2013 et 2014 si certaines conditions de performances opérationnelles venaient à être remplies. Au 31 décembre 2012, ils ont été estimés à 4,9 millions d'euros.

Autres dettes financières

Les autres dettes financières sont constituées principalement d'un compte courant débiteur avec PagesJaunes Outre-mer, filiale non consolidée détenue à 100% par PagesJaunes Groupe.

Note 27 - Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance sont principalement constitués des produits sur ventes d'insertions publicitaires facturées au titre des annuaires à paraître et en ligne étalés sur une durée d'affichage qui est en général de 12 mois.

Note 28 – Instruments financiers

28.1 - Instruments financiers inscrits au bilan

	Valeur au bilan	Ventilation par catégorie d'instruments au sens IAS 39					Autres
		Juste valeur par résultat	Dérivés de couverture (Juste valeur par capitaux propres)	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances (coût amorti)	Passifs financiers (coût amorti)	
(en milliers d'euros)							
Actifs disponibles à la vente	195	-	-	195	-	-	-
Autres actifs financiers non courants	1 414	-	-	-	1 414	-	-
Créances clients nettes	429 883	-	-	-	429 883	-	-
Autres actifs financiers courants	6 084	6 084	-	-	-	-	-
Equivalents de trésorerie	106 747	106 747	-	-	-	-	-
Trésorerie	4 741	4 741	-	-	-	-	-
Actifs financiers	549 063	117 572	-	195	431 297	-	-
Dettes financières et dérivés non courants	1 686 567	8 067	17 538	-	-	1 660 962	-
Découverts bancaires et autres emprunts courants	149 882	800	33 073	-	-	116 009	-
Intérêts courus non échus	16 720	-	-	-	-	16 720	-
Dettes fournisseurs	78 325	-	-	-	-	78 325	-
Passifs financiers	1 931 494	8 867	50 611	-	-	1 872 016	-

Les dérivés de couverture comptabilisés en juste valeur par capitaux propres sont détaillés en note 16.

Au 31 décembre 2012, la juste valeur des emprunts bancaire et obligataire représente un montant de 1 500,2 millions d'euros contre une valeur comptable de 1 793,9 millions d'euros :

(en milliers d'euros)	Valeur comptable	Cotation au 31/12/2012	Valeur de marché
Emprunt bancaire - facilité A1	49 602	89,0%	44 146
Emprunt bancaire - facilité A3	962 030	81,0%	779 244
Emprunt bancaire - facilité A5	356 428	81,0%	288 707
Emprunt obligataire PagesJaunes Finance & Co SCA	350 000	94,0%	329 000
Ligne de crédit revolving (RCF1)	22 033	78,0%	17 186
Ligne de crédit revolving (RCF3)	53 774	78,0%	41 944
Sous-total emprunts	1 793 867	83,6%	1 500 226
Autres dettes dont frais d'émission d'emprunts	(16 896)	-	(16 896)
Dettes financières et dérivés non courants	1 776 971	83,5%	1 483 330

Le Groupe a classé les évaluations à la juste valeur selon une hiérarchie des justes valeurs qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations. La hiérarchie des justes valeurs est composée des niveaux suivants:

- Niveau 1 : des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques ;
- Niveau 2 : des données autres que les prix cotés visés au Niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix) ; et
- Niveau 3 : des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (données non observables)

L'évaluation des dérivés de couverture correspond au niveau 2.

Durant l'exercice 2012, il n'y a pas eu de transfert entre les niveaux 1 et 2 de la hiérarchie des

justes valeurs, ni de transfert vers ou depuis le niveau 3.

28.2 - Effet en résultat des instruments financiers

(en milliers d'euros)	Effet en résultat	Ventilation par catégorie d'instruments au sens IAS 39					Autres
		Juste valeur par résultat	Dérivés de couverture	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances (coût amorti)	Passifs financiers (coût amorti)	
Produits d'intérêt	4 577	4 577	-	-	-	-	-
Charges d'intérêt	(138 263)	(3 969)	-	-	-	(134 294)	-
Gains nets / (pertes nettes)	(133 686)	608	-	-	-	(134 294)	-
Coût de désactualisation	(2 387)						
Résultat financier (cf. note 8)	(136 073)						

Note 29 - Objectifs politiques de gestion des risques financiers, gestion du capital

Le Groupe a pour objectif d'optimiser sa structure financière, dont le principal critère d'appréciation est le levier financier (ratio d'endettement net sur la marge brute opérationnelle), afin de réduire le coût de son capital tout en conservant une flexibilité financière lui permettant de respecter son plan de développement.

Les deux principaux objectifs de la gestion financière sont les suivants :

- PagesJaunes Groupe, et le Groupe PagesJaunes au niveau consolidé, sont emprunteurs nets, et dans ce cadre, le premier objectif de PagesJaunes Groupe est de sécuriser et ainsi de limiter le coût de la dette ;
- En raison d'une part de la génération d'un cash flow important au rythme du cycle de prospection commerciale, et, d'autre part, du paiement des intérêts sur sa dette selon une périodicité différente, le Groupe PagesJaunes dégage des excédents de trésorerie, et peut se trouver en situation d'excédent de trésorerie de manière temporaire. Ces excédents n'ayant pas vocation à être durables, l'objectif du Groupe est de les placer au meilleur taux d'intérêt dans le cadre d'une prise de risque très limitée.

Le Groupe veille également au respect des engagements inscrits dans sa documentation bancaire qui prévoit certaines clauses de défaut et d'exigibilité anticipée. Ces clauses sont notamment liées au respect de *covenants* opérationnels et financiers tels que le niveau minimum de couverture de la charge nette consolidée d'intérêts par un agrégat proche de la marge brute opérationnelle (MBO) consolidée et le levier maximum, mesuré par le rapport entre la dette nette consolidée et un agrégat proche de la MBO consolidée.

Le Groupe se fixe pour objectif de réduire son levier financier. Au 31 décembre 2012, ce levier s'établissait à 3,7 fois la MBO (3,8 fois au 31 décembre 2011), niveau inférieur au maximum de 4,00 fois fixé par la documentation bancaire (4,30 fois au 31 décembre 2011).

Compte tenu de sa structure financière, le Groupe est exposé au risque de taux d'intérêt, au risque de liquidité et au risque de crédit.

Risque de taux de change

PagesJaunes Groupe estime que le risque de change n'est pas significatif en ce qui concerne son activité, dans la mesure où celle-ci s'exerce essentiellement en zone euro.

Risque de taux d'intérêt

PagesJaunes Groupe est exposé au risque de variation des taux d'intérêt dans la mesure où 80,5%

de ses financements à court et long terme est à taux variable. Le Groupe gère ce risque par un recours à des instruments dérivés, principalement des swaps de taux d'intérêt.

Les principales caractéristiques de la dette bancaire du Groupe figurent en note 26 (Trésorerie et équivalents de trésorerie, endettement financier net), et celles des instruments utilisés pour la couverture de taux d'intérêt en note 16 (Instruments financiers dérivés – actifs non courants).

PagesJaunes Groupe estime qu'une augmentation de 0,50% des taux d'intérêt à court terme par rapport à l'Euribor 3 mois constaté au 31 décembre 2012, soit 0,187%, devrait aboutir à une diminution du résultat annuel consolidé avant impôt de l'ordre de 0,8 millions d'euros.

Sensibilité à une hausse de 50 points de base du taux Euribor 3 mois (avant impôt)

(en millions d'euros)	Equivalents de trésorerie	Emprunts bancaires et découverts bancaires	Instruments de couverture Couverture des flux	Juste valeur	Total
Position au bilan	111,5	(1 464,5)	-	(54,6)	
Sensibilité en résultat	0,6	(7,3)	6,0	-	(0,8)
Sensibilité en capitaux propres	-	-	-	15,0	15,0

Risque de liquidité

Le Groupe PagesJaunes a mis en place une gestion de trésorerie centralisée avec un système de cash pooling qui inclut l'ensemble de ses filiales françaises, et est organisé autour d'un pivot PagesJaunes Groupe. Cette méthode de gestion des liquidités associée à un système de reporting interne permet au Groupe d'anticiper et d'estimer les flux de trésorerie futurs liés aux activités opérationnelles de ses différentes filiales, et ainsi d'optimiser le tirage sur ses lignes de crédit en cas de besoin de trésorerie, et les placements en cas d'excédent de trésorerie.

Sur la base des maturités des passifs financiers au 31 décembre 2012, les décaissements prévisionnels sur les périodes à venir, calculés sur la base de la courbe de taux forward constatée au 31 décembre 2012, sont les suivants :

Tableau de maturité des passifs financiers - sensibilité au risque de liquidité

(en millions d'euros)	Valeur au bilan		2013										2014										2015										2016										2017										2018									
	Actif	Passif	Intérêts		Rembour.		Intérêts		Rembour.		Intérêts		Rembour.		Intérêts		Rembour.		Intérêts		Rembour.		Intérêts		Rembour.		Intérêts		Rembour.		Intérêts		Rembour.																													
Passifs financiers		(1 836,1)			(104,5)	(116,9)	(89,5)	(99,7)	(74,8)	(1 252,8)	(31,1)	(31,1)	(13,0)	(350,0)																																																
Emprunt bancaire A1	-	(49,6)	(0,9)	(49,6)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-																														
Emprunt bancaire A3	-	(962,0)	(40,3)	(7,5)	(42,1)	(30,0)	(31,5)	(924,5)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-																														
Emprunt bancaire A5	-	(356,4)	(13,5)	(13,6)	(14,2)	(54,3)	(10,7)	(288,5)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-																														
Emprunt obligataire	-	(350,0)	(31,1)	-	(31,1)	-	(31,1)	-	(31,1)	-	(31,1)	-	(31,1)	(350,0)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-																														
Ligne de crédit revolving (RCF1)	-	(22,0)	-	(22,0)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-																														
Ligne de crédit revolving (RCF3)	-	(53,8)	(2,0)	(2,8)	(2,1)	(11,2)	(1,6)	(39,7)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-																														
Découverts bancaires	-	(19,6)	-	(19,6)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-																														
Intérêts courus non échus	-	(16,7)	(16,7)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-																														
Complément de prix sur acquisition de titres	-	(4,9)	-	(0,8)	-	(4,1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-																														
Autres dettes financières	-	(1,0)	-	(1,0)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-																														
Couvertures du risque de taux																																																														
Swaps de taux	-	(54,6)	(32,4)	-	(13,0)	-	(7,6)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-																														
Taux forward (Euribor 3 mois)			0,19%		0,38%		0,66%																																																							

Risque de crédit

PagesJaunes Groupe généralement est exposé au risque de crédit, essentiellement, dans le cadre de ses placements, et de ses instruments de couvertures de taux. PagesJaunes Groupe limite le risque de crédit en sélectionnant des contreparties disposant d'une notation long terme supérieure à AA- (Standard & Poor's et/ou Fitch IBCA) et Aa3 (Moody's). Au 31 décembre 2012, l'exposition de PagesJaunes Groupe était de 106,7 millions d'euros au titre de ses opérations de placement (cf. note 26 - équivalents de trésorerie), la valeur de marché de ses instruments financiers dérivés étant par ailleurs négative (cf. note 16).

La procédure de gestion des opérations financières de PagesJaunes Groupe dresse en outre une liste limitative de signatures autorisées, en dehors de laquelle l'autorisation du Directeur général est obligatoire. La documentation bancaire limite également la liste des contreparties pour les opérations de couverture de taux.

Risque actions

PagesJaunes Groupe estime que le risque actions n'est pas significatif dans la mesure où le montant investi en actions propres notamment via le contrat de liquidité reste limité, et où le placement de ses excédents de trésorerie n'est pas exposé à un risque sur les marchés d'actions.

Note 30 - Informations sur les parties liées

30.1 - Rémunération des membres du Comité de direction et du Conseil d'administration

Le tableau ci-dessous présente la rémunération des personnes qui sont à la clôture de chaque exercice, ou qui ont été, au cours des exercices clos, membres du Conseil d'administration de PagesJaunes Groupe, du Comité de Direction de PagesJaunes Groupe. Ce périmètre comprend également les administrateurs représentant les salariés siégeant au Conseil d'administration de PagesJaunes Groupe.

En milliers d'euros	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Avantages à court terme (1)	5 064	5 051
<i>dont charges patronales</i>	1 329	1 259
Avantages postérieurs à l'emploi (2)	54	43
Autres avantages à long terme (3)	2	1
Indemnités de fin de contrat (4)	-	422
Avantages sur capitaux propres (5)	796	558
Total	5 917	6 074

(1) Salaires, rémunérations, intéressement et primes versés et cotisations sécurité sociale, congés payés, jetons de présence et avantages non monétaires comptabilisés

(2) Pensions, retraites, autres prestations, assurance-vie, assurance médicale, ...

(3) Congés liés à l'ancienneté, congés sabbatiques, indemnités de longue durée, rémunérations différées, intéressement et primes (si payables 12 mois ou plus après la date de clôture)

(4) Indemnités de départ et clause de non concurrence, charges sociales incluses

(5) « Rémunérations en actions » y compris les charges sociales relatives aux attributions gratuites d'actions et de stock options

En 2012, la charge constatée au titre des plans de retraite à cotisations définies s'élève à 0,3 million d'euros (0,4 million d'euros en 2011).

30.2 - Transactions avec les parties liées

Des contrats de prestations de services ont été mis en place en 2006 et en 2007 avec Médiannuaire, actionnaire majoritaire de PagesJaunes Groupe. Ces contrats engendrent une charge de 1,2 million d'euros au titre de l'exercice 2012 (1,4 million d'euros au titre de l'exercice 2011). Les transactions s'inscrivent dans le cadre de l'exploitation courante.

Le Conseil d'administration de PagesJaunes Groupe, réuni le 17 mai 2009, a nommé Jean-Pierre Remy Directeur général de la société à compter du 25 mai 2009. Jean-Pierre Remy ne bénéficiant d'aucun contrat de travail, le Conseil d'administration a décidé la mise en place d'une indemnité de départ, en cas de départ de la société contraint et lié à un changement de contrôle ou de stratégie ou de sa mise en œuvre, dont le montant sera égal à sa rémunération annuelle brute forfaitaire (fixe et variable à objectifs atteints), sous réserve de la réalisation de conditions de performance

Une obligation de non-concurrence sera mise en œuvre en cas de cessation du mandat de Directeur général de Jean-Pierre Remy pour quelque cause et sous quelque forme que ce soit. Cette interdiction de concurrence sera limitée à une période de 24 mois commençant le jour de la cessation effective de ses fonctions, et couvrira l'ensemble du territoire français. L'indemnité correspondante sera égale à 12 mois de rémunération calculée sur la base de la moyenne mensuelle de la rémunération totale brute des 12 derniers mois d'activité précédant la date de cessation des fonctions.

M. Christophe Pingard a été nommé Directeur général délégué par le Conseil d'administration du 26 octobre 2011. À cette occasion, PagesJaunes Groupe a souscrit à son égard les engagements suivants.

Christophe Pingard ne bénéficiant d'aucun contrat de travail, le Conseil d'administration a décidé la mise en place d'une indemnité de départ, en cas de départ de la Société contraint et lié à un changement de contrôle ou de stratégie ou de sa mise en œuvre (et ce quelle que soit la forme du départ : révocation, non-renouvellement ou démission), sous condition du respect de condition de performance. Le montant de cette indemnité sera égal à 12 mois de rémunération calculée sur la base de la moyenne mensuelle de la rémunération totale brute des 12 derniers mois d'activité précédant la date de cessation des fonctions.

Une obligation de non-concurrence sera mise en œuvre en cas de cessation du mandat de Directeur général délégué de Christophe Pingard pour quelque cause et sous quelque forme que ce soit. Cette interdiction de concurrence sera limitée à une période de 24 mois commençant le jour de la cessation effective de ses fonctions, et couvrira l'ensemble du territoire français. L'indemnité correspondante sera égale, sur la base d'une période de non-concurrence de 24 mois, à 12 mois de rémunération calculée sur la base de la moyenne mensuelle de la rémunération totale brute des 12 derniers mois d'activité précédant la date de cessation des fonctions. La Société pourra lors de la cessation de fonctions renoncer au bénéfice de l'engagement de concurrence (auquel cas elle ne sera pas tenue au versement de l'indemnité correspondante).

Les engagements existants souscrits en 2011 à l'égard de M. Christophe Pingard ont été approuvés par l'Assemblée générale mixte du 6 juin 2012.

Les emprunts bancaire et obligataire sont indirectement garantis par un nantissement portant sur les titres de l'entité PagesJaunes SA détenus par PagesJaunes Groupe.

Note 31 - Obligations contractuelles et engagements hors bilan

Les engagements hors bilan donnés significatifs se présentent comme suit :

Obligations contractuelles (en milliers d'euros)	2012				2011
	Total	Paiements dus par période			Total
		A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans	
Contrats de location simple	50 733	14 883	35 394	456	56 101
Papier, impression, distribution ⁽¹⁾	3 068	3 068	-	-	5 488
Autres prestations	12 724	7 300	5 424	-	21 633
Engagements d'achats de biens et services	15 792	10 368	5 424	-	27 121
Total	66 525	25 251	40 818	456	83 222

(1) voir détail tableau ci-dessous

La rubrique « Autres prestations » inclut toutes les commandes fermes passées au 31 décembre 2012 sur des biens et services livrables à partir de 2013.

Engagements conditionnels (en milliers d'euros)	2012				2011
	Total	Paiements dus par période			Total
		A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans	
Avals et cautions	-	-	-	-	335

Contrats de location

PagesJaunes a pris en location des terrains, bâtiments, véhicules et matériels. Ces contrats viendront à terme à des dates diverses au cours des six prochaines années.

La direction estime que ces contrats seront renouvelés ou remplacés à leur terme par d'autres contrats dans le cadre des conditions normales d'exploitation.

La charge de loyer enregistrée au compte de résultat au titre des locations simples s'est élevée à 15,9 millions d'euros en 2012 (14,8 millions d'euros en 2011).

Les baux des locaux situés à Sèvres ont été consentis et acceptés pour une durée ferme de neuf années entières et consécutives à compter du 1^{er} avril 2007.

Au 31 décembre 2012, l'engagement pour le Groupe, au titre de l'ensemble des contrats de location, est de 50,7 millions d'euros dont 14,9 millions d'euros à moins d'un an.

Engagements d'achats de biens et services

Réalisation des annuaires

Dans le cadre de son activité de fabrication et diffusion d'annuaires imprimés, les entités du Groupe sont amenées à conclure avec leurs fournisseurs de papier, leurs imprimeurs et leurs distributeurs, des contrats qui peuvent être annuels ou pluriannuels.

PagesJaunes avait conclu des contrats tri-annuels avec deux de ses papetiers au titre des exercices 2007, 2008, 2009, ces contrats ont été prolongés jusqu'au 31 janvier 2013 par avenant. Ces contrats fixent les conditions tarifaires octroyées sur la période et mentionnent des volumes de commandes.

En 2008, PagesJaunes avait conclu de nouveaux contrats avec ses imprimeurs, d'une durée de cinq ans et expirant le 31 décembre 2013. Ces contrats ne comportent aucun engagement ferme hormis avec un imprimeur avec qui PagesJaunes s'est engagée sur un volume de 6 milliards de feuillets par an valorisé à 6,8 millions d'euros pour la durée du contrat restant à courir au 31 décembre 2012. Un nouveau contrat a été conclu avec un imprimeur exclusif couvrant les éditions des années 2014 à 2016. Ce contrat ne prévoit aucun engagement de volume.

Seules les commandes fermes passées au 31 décembre 2012, tant auprès des fournisseurs de papier que des imprimeurs et des distributeurs, sont ainsi constatées en engagements hors bilan à cette date, pour un montant total de 3,1 millions d'euros, détaillé dans le tableau ci-après :

Obligations contractuelles (en milliers d'euros)	2012				2011
	Total	Paiements dus par période			Total
		A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans	
Papier	766	766	-	-	2 496
Impression	1 535	1 535	-	-	2 097
Distribution	694	694	-	-	833
Contenus éditoriaux	73	73	-	-	62
Total	3 068	3 068	-	-	5 488

Droit Individuel à la Formation (DIF)

Au titre du droit individuel à la formation, pour les personnes en contrat à durée indéterminée au sein des entités françaises du Groupe, le volume d'heures de la part ouverte mais non consommée des droits est de 431 424 heures au 31 décembre 2012 (414 047 heures au 31 décembre 2011). En 2012, 6 564 heures ont été consommées par les salariés (2 468 heures en 2011).

Autres engagements donnés

Les emprunts bancaire et obligataire sont indirectement garantis par un nantissement portant sur les titres de l'entité PagesJaunes SA détenus par PagesJaunes Groupe.

Autres engagements reçus

PagesJaunes Groupe dispose d'une ligne de crédit revolving d'environ 95,8 millions d'euros destinée à couvrir les besoins de trésorerie (besoins en fonds de roulement, investissements ou refinancement) du Groupe émanant de ses activités opérationnelles. Cette ligne a été tirée à hauteur de 75,8 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Les autres engagements hors bilan reçus significatifs se présentent comme suit :

Obligations contractuelles (en milliers d'euros)	Total	2012			2011
		A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans	Total
Contrats de location simple – bailleur	409	161	248	-	825
Autres prestations	1 409	1 119	290	-	1 533
Total	1 818	1 280	538	-	2 358

Entités ad hoc

En 2011, PagesJaunes Groupe a émis, au travers de l'entité PagesJaunes Finance & Co SCA dédiée à cette opération, un emprunt obligataire d'un montant de 350 millions d'euros (cf. note 26). Cette entité ad hoc est consolidée par intégration globale.

Le groupe n'a pas procédé au cours des périodes présentées à des montages déconsolidants.

Il n'a pas d'obligations contractuelles vis-à-vis d'entités ad hoc.

Note 32 - Litiges

Dans le cours normal de leur activité, les entités du Groupe peuvent être impliquées dans un certain nombre de procédures judiciaires, arbitrales et administratives. Les charges qui peuvent résulter de ces procédures ne sont provisionnées que lorsqu'elles sont probables et que leur montant peut être soit quantifié, soit estimé dans une fourchette raisonnable. Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation du risque au cas par cas et dépend en majeure partie de facteurs autres que le stade d'avancement des procédures, étant précisé que la survenance d'événements en cours de procédure peut toutefois entraîner une réappréciation de ce risque.

À l'exception des procédures décrites ci-après, les entités du Groupe ne sont parties à aucun procès ou procédure d'arbitrage quelconque dont la direction estime que le résultat pourrait raisonnablement avoir une incidence négative significative sur ses résultats, son activité ou sa situation financière consolidée.

PagesJaunes a mis en œuvre début 2002 un plan d'évolution commerciale comportant notamment la modification de 930 contrats de travail de conseillers commerciaux. Cette modification avait pour objet d'adapter ces contrats à un contexte concurrentiel nouveau. Une centaine de salariés a refusé de signer le nouveau contrat proposé et a été licenciée au cours du deuxième trimestre 2002. La quasi-totalité de ces salariés licenciés a assigné PagesJaunes en vue de contester la validité du motif de licenciement. La Cour de Cassation a validé, par deux arrêts rendus le 11 janvier 2006, ce plan d'évolution commerciale. La Cour de Cassation a statué qu'un licenciement économique consécutif à une réorganisation mise en œuvre pour prévenir des difficultés économiques à venir liées à des évolutions technologiques était justifié. Par un nouvel arrêt du 14 février 2007, la Cour de Cassation a confirmé la validité du plan mis en œuvre par PagesJaunes.

En ce qui concerne les dossiers devant les juridictions administratives, le Conseil d'Etat saisi en ultime recours, a rendu, le 12/01/2011, 8 décisions défavorables à PagesJaunes annulant les arrêts de la CAA de Paris de 2009 et donc l'autorisation donnée par le Ministre concernant les licenciements. 6 procédures prud'homales sont actuellement en cours avec demande d'indemnisation des conséquences financières des annulations des autorisations de licenciement.

Le conseil de prud'hommes de Dijon a rendu le 2 juillet 2012 cinq décisions favorables à PagesJaunes concernant le quantum des indemnisations dues aux salariés. Ces décisions ont fait l'objet d'un recours devant la Cour d'appel de Dijon, et les procédures sont actuellement en cours.

Deux procédures sont actuellement en cours respectivement devant les Conseils de prud'hommes de Lyon et de Limoges avec demande d'indemnisation des conséquences financières des autorisations de licenciement.

La provision, constituée fin 2002 au titre de ce risque, à hauteur de 7,3 millions d'euros, qui a fait l'objet, compte tenu de l'évolution favorable de ce dossier, de plusieurs reprises depuis 2006, s'élève au 31 décembre 2012 à 1,9 million d'euros.

PagesJaunes a été assignée par onze agences de publicité devant le Tribunal de commerce de Nanterre pour abus de position dominante (notamment pour avoir supprimé sur les supports Internet et 118 008 la remise professionnelle de 5 % qu'elle accorde aux annonceurs passant par l'intermédiaire des agences de publicité), pratiques discriminatoires et concurrence déloyale. Dans un jugement du 26 janvier 2011, le Tribunal de commerce de Nanterre s'est déclaré incompétent au profit du Tribunal de commerce de Paris.

En parallèle, ces mêmes agences ont saisi l'Autorité de la Concurrence des faits identiques à ceux soulevés devant le TC de Nanterre (cf. ci-dessus) en sollicitant le prononcé de mesures conservatoires sur le fondement de l'article L.464-1 du Code de commerce. L'Autorité de la

concurrence a, dans une décision du 22 décembre 2010, rejeté la demande de mesures conservatoires et renvoyé l'instruction au fond. Par décision du 22 novembre 2012, l'Autorité de la concurrence a accepté les engagements proposés par PagesJaunes, ce qui clôt ce contentieux.

D'autre part, la société PagesJaunes, comme les autres sociétés du secteur, est fréquemment assignée en justice dans le cadre de procédures engagées sur le fondement d'erreurs dans la publication des annuaires et des autres supports. De manière générale, le risque financier représenté par chacune de ces procédures est relativement limité. Cependant, la multiplication du nombre de celles-ci peut constituer un risque significatif pour la société PagesJaunes. Le nombre de ces procédures est stable. Au 31 décembre 2012, il s'élevait à 12, pour un montant total de demandes de dommages et intérêts de 0,8 M€. Dans le cadre de ces procédures, la société PagesJaunes essaie de négocier un dédommagement amiable, qui permet de réduire significativement le coût total et final de ces procédures. Il ne peut cependant être donné de garantie sur le fait que ces procédures n'aient pas d'impact défavorable sur la situation financière de la société PagesJaunes.

PagesJaunes a fait l'objet au cours de l'année 2010 d'un contrôle Urssaf portant sur les exercices 2007, 2008 et 2009. La société a été notifiée d'un redressement d'un montant de 2,2 millions d'euros, ce risque a été provisionné en totalité au 31 décembre 2010. PagesJaunes SA conteste le redressement et a saisi la commission de recours amiable de l'Urssaf afin de défendre sa position. Ce recours a fait l'objet d'une décision datée du 3 octobre 2012 par laquelle ladite commission a rejetée intégralement les demandes de PagesJaunes. PagesJaunes a saisi le Tribunal des affaires sociales de Bobigny le 22 octobre 2012 pour contester cette décision.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou arbitrale, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société.

Note 33 - Honoraires des commissaires aux comptes

(en milliers d'euros)	Deloitte et Associés				Ernst & Young			
	Montant		En % des honoraires		Montant		En % des honoraires	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	355	334	94%	84%	409	346	88%	75%
- Dont PagesJaunes Groupe	127	123	34%	31%	127	123	27%	27%
- Dont filiales intégrées globalement	227	211	60%	53%	282	224	60%	49%
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux comptes	24	64	6%	16%	58	115	12%	25%
- Dont PagesJaunes Groupe	24	64	6%	16%	43	109	9%	24%
- Dont filiales intégrées globalement	-	-	0%	0%	16	6	3%	1%
Sous-total	378	398	100%	100%	467	461	100%	100%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Juridique, fiscal, social	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	378	398	100%	100%	467	461	100%	100%

Note 34 - Périmètre de consolidation

Entités	Pays	Au 31 décembre 2012		Au 31 décembre 2011	
		Intérêt	Contrôle	Intérêt	Contrôle
Sociétés consolidées par intégration globale					
PagesJaunes Groupe	France	100%	100%	100%	100%
PagesJaunes	France	100%	100%	100%	100%
QDQ Media	Espagne	100%	100%	100%	100%
Euro Directory	Luxembourg	100%	100%	100%	100%
PagesJaunes Marketing Services	France	100%	100%	100%	100%
Mappy	France	100%	100%	100%	100%
Horyzon Média	France	100%	100%	100%	100%
Horyzon Worldwide	Espagne	100%	100%	100%	100%
Yelster Digital (ex-123people)	Autriche	100%	100%	100%	100%
Sotravo (ex-Keltravo)	France	100%	100%	100%	100%
A Vendre A Louer	France	100%	100%	100%	100%
Optimizaclick	Espagne	100%	100%	100%	100%
Trazada	Espagne	100%	100%	100%	100%
ClickRDV	France	100%	100%	100%	100%
Fine Media	France	100%	100%	100%	100%
Chronorest (1)	France	100%	100%	-	-
Orbit Interactive (2)	Maroc	100%	100%	-	-
PagesJaunes Finance & Co	Luxembourg	100%	100%	100%	100%
Société consolidée par intégration proportionnelle					
Editus (3)	Luxembourg	-	-	49%	49%
Sociétés consolidées par mise en équivalence					
Relaxevents	France	40%	40%	40%	40%
Leadformance	France	49%	49%	49%	49%
Editus (3)	Luxembourg	10%	10%	-	-

(1) acquisition le 31 décembre 2012

(2) créée le 24 octobre 2012

(3) cession le 1^{er} octobre 2012 de 39% d'Editus

Note 35 - Evénements postérieurs à la clôture

Médiannuaire Holding, l'actionnaire majoritaire de PagesJaunes Groupe, a annoncé le 6 février 2013, avoir obtenu l'accord unanime de ses prêteurs (senior et mezzanine) sur sa proposition de restructuration financière. Cette annonce met un terme aux discussions qui avaient débuté en juillet 2012 sous l'égide d'un mandataire *ad hoc*. Sur la base de cet accord unanime, Médiannuaire Holding a l'intention de mettre en œuvre très rapidement la restructuration financière envisagée. Les principaux termes de cette proposition de restructuration avaient été détaillés dans les communiqués de presse diffusés par Médiannuaire Holding le 12 décembre 2012 et le 17 janvier 2013. Cette proposition prévoit un apurement total de son endettement au travers notamment, d'un remboursement partiel en titres PagesJaunes Groupe, Médiannuaire Holding conservant environ 19% du capital de PagesJaunes Groupe à l'issue de l'opération.